



RAPPORT
D'AVANCEMENT D'ACTIVITE
DES ENGAGEMENTS PF 2020 AU BURKINA FASO

JUIN 2020

THE MOTION TRACKER

Table des matières

LISTE DES TABLEAUX	4
LISTE DES ACRONYMES	5
RECONNAISSANCE	7
I CONTEXTE	7
1.1: Introduction	7
1.2 Resume du projet	8
1.3 Le but du Motion Tracker	9
1.4 Objectifs	9
1.5 Resultats attendus	9
1.6 Stratégies de mise en œuvre du Motion Tracker	9
II : APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE DE COLLECTE DES DONNÉES	10
2.1 Echantillonnage	10
2.2. Périodicité de la production des rapports	10
2.3 Collecte et traitement des données	11
2.4 Techniques de collecte de données	11
2.5 Analyse et communication des données.	12
III. CONSTATATIONS ET RÉSULTATS	12
3.1 Organisations contributrices par blocs du système de santé de l'OMS	14
3.2. Contributions des partenaires par indicateurs de processus	14
ENGAGEMENT 1	14
ENGAGEMENT 2	19
ENGAGEMENT 3	26
ENGAGEMENT 4	30
ENGAGEMENT 5	35
3.3. Synthèse des réalisations des engagements selon les indicateurs de processus	39
3.4. Aperçu du niveau de réalisation des indicateurs de performance.	40
IV. DIFFICULTÉS	43
V. RECOMMANDATIONS À L'ENDROIT DES PARTIES PRENANTES	43
VI. PROCHAINES ÉTAPES	44
CONCLUSION	45
Annexe 1: Questionnaire destiné aux informateurs clés sur les indicateurs du processus d'engagement	46

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Liste des structures contributrices	11
Tableau 2: Indicateurs validés par les parties prenantes lors des ateliers de déconstruction et de validation des indicateurs	12
Tableau 3: Niveau de réalisation des indicateurs	13
Tableau 4: Repartition des indicateurs selon les blocs du système de santé de l’OMS	13
Tableau 5: Indicateurs de processus et niveau de réalisation selon la codification	46
Tableau 6: Niveau de réalisations des indicateurs de performance	48
Tableau 7: recommandations avec les acteurs de mise en oeuvre	51

LISTE DES ACRONYMES

AA	Accoucheuse Auxiliaire
AB	Accoucheuse Brevetée
ABBEF	Association Burkinabè pour le Bien-Être Familial
ABSBM	Association Burkinabè des Sages-Femmes et Maïeuticiens
AFP	Advance Family Planning
AG	Assemblée Générale
AIS	Agent Itinérant de Santé
AJC PD	Association des Journalistes et Communicateurs en Population et Développement
AMBF	Association des Municipalités du Burkina Faso
ANRP	Agence Nationale de Régulation Pharmaceutique
APL	Agent de Première Ligne
ARBF	Association des Régions du Burkina Faso
ASBC	Agent de Santé à Base Communautaire
ASMADE	Association Songui-Manègré/ Aide au Développement Endogène
BURCASO	Conseil Burkinabè des Organisations de Développement Communautaires
CAMEG	Central d'Achat des Médicaments Essentiels et Génériques et de consommables médicaux
CCEBF	Cadre de Concertation des ONG et Association actives en Education de Base au Burkina Faso
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CERA-FP	Centre d'Etudes et de Recherche Appliquée en Finances Publiques
CES	Conseil Economique et Social
CGASS	Commission Genre, Affaire Sociale et Santé
CGD	Centre pour le Gouvernance Démocratique
CS4FP+	Civil Society for Family Planning Plus
DAF	Direction de l'Administration et des Affaires Financières
DBC	Distribution à Base Communautaire
DEMDIV	Demographic Dividend
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGAP	Direction Générale des Approvisionnements Pharmaceutique
DHS	Demographic and Health Surveys
DMPA_SC	Depot medroxyprogesterone acétate sous-cutané
DPEIEFG	Direction de la Promotion de l'Education Inclusive, de l'Education des Filles et du Genre
DPP	Direction des Politiques de Population
DRS	Direction Régionale de la Santé
DSF	Direction de la Santé de la Famille
DSSR	Droits en Santé Sexuelle et de la Reproduction
DT	Délégation des Tâches
EquiPop	Equilibres et Populations
FCI	Family Care International
GND	Grossesses Non Désirées
GT/SR	Groupe Technique Santé de la Reproduction
HP+	Health Policy Plus
IB	Infirmier/ère Breveté (e)
IBP	International Budget Partnership

IEC	Information, Education et Communication
IST	Infection Sexuellement Transmissible
JA	Jeunes Ambassadeurs
LAD	Large Anonymous Donor
MdM	Medecins du Monde
MINEFID	Ministère de l'Economie des Finances et du Développement
MS	Ministère de la Santé
MS BF	Marie Stopes Burkina Faso
OBC-E	Organisation à Base Communautaire d'Exécution
ODD	Objectifs de Développement Durable
OGP	Open Government Partnership
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ON	Organisation Neutre
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OOAS	Organisation Ouest- Africaine de la Santé
OSC	Organisation de la Société Civile
PANB	Plan d'Action National Budgétisé
PCD	Plan Communal de Développement
PF	Planification Familiale
PFPP	Planification Familiale du Post-Partum
PCI	Prévention et Contrôle des Infections
PMA	Performance Monitoring For Action
PNA-PF	Plan National d'Accélération de la Planification Familiale
PNP	Politiques Normes et Protocoles
PROMACO	Programme de Marketing Social et de Communication pour la Santé
PTF	Partenaire Technique et Financier
RAJS/BF	Réseau Africain Jeunesse Santé et Développement au Burkina Faso
RAPID	Ressources pour l'Analyse de la Population et son Impact sur le Développement
RAPO	Rencontre Annuelle du Partenariat de Ouagadougou
RCP-FAS	Réseau des Champions en Plaidoyer pour le Financement Adéquat de la Santé au Burkina
RHSC	Reproductive Health Supplies Coalition
SG	Secrétaire Général
SMNI	Santé Maternelle Néonatale et Infantile
SOS/JD	SOS Jeunes et Défis
SP/CNLS-IST	Secrétariat Permanent du Conseil National de Lutte contre le SIDA et les IST
SR	Santé de la Reproduction
SR/PF/VIH	Santé de la Reproduction/ Planification Familiale/Virus de l'Immunodéficience Humaine
ST/ATD	Secrétariat Technique chargé de l'Accélération de la Transition Démographique
SWEDD	Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend
TCI	The Challenge Initiative
UCPO	Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou
UE	Union Européenne
UNFPA	United Nations Population Fund
URCB/SD	Union des Religieux et Coutumiers du Burkina pour la Santé et le Développement
USAID	United States Agency for International Development

RECONNAISSANCE

L'Association Burkinabè pour le Bien-Être Familial (ABBEF) remercie le Ministère de la Santé et l'ensemble des autres parties prenantes (ministères sectoriels, partenaires techniques et financiers, organisations de la société civile actives dans les questions de population, développement et la planification familiale) pour le partage de leurs contributions à la mise en œuvre des engagements PF 2020 du Burkina et qui ont permis la production du présent rapport.

Elle remercie particulièrement IntraHealth à travers le projet régional en Afrique de l'Ouest dénommé Civil Society for Family Planning Plus (CS4FP+), Health Policy Plus (HP+), l'Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou (UCPO) et Samasha Medical Foundation pour leurs appuis techniques et financiers qui ont permis la mise en œuvre de l'outil Motion Tracker au Burkina.

Le présent rapport fait l'état des efforts accomplis de juillet 2017 à décembre 2019 par toutes les parties prenantes ayant contribué à la mise en œuvre des engagements du Burkina en matière de planification familiale à l'horizon 2020.

I CONTEXTE

1.1: Introduction

En pratiquant la planification familiale, les partenaires peuvent améliorer la santé des mères et des enfants en espaçant les naissances des enfants et en évitant les grossesses non désirées et à hauts risques. De plus, la planification familiale contribue fortement à l'accélération de la transition démographique à travers la réduction de la mortalité et la morbidité maternelle et infantile d'une part, mais également la baisse de l'indice synthétique de fécondité d'autre part. Ainsi, cette accélération de la transition démographique conduit à la capture du dividende démographique à travers une diminution du taux de dépendance conduisant à une plus grande capacité de l'économie à investir dans les secteurs productifs. Des investissements plus élevés combinés à une forte proportion de la population active conduisent à des revenus par habitant plus élevés. A plus long terme, les tailles des ménages deviennent plus petites, ce qui permet aux ménages d'investir davantage dans leurs enfants. Cet investissement plus important dans les enfants conduit à une amélioration du capital humain, lequel conduit à une population plus productive avec un PIB par habitant plus élevé. Ceci permettra à des pays comme le Burkina de tirer pleinement profit du dividende démographique. C'est dans ce contexte que le gouvernement du Burkina à travers le ministère de la santé au cours du sommet de Londres 2017 sur la planification familiale s'est engagé à :

- Augmenter d'au moins 10% chaque année la ligne budgétaire allouée par l'Etat à l'achat des produits contraceptifs de 2017 à 2020 ;
- Amener d'ici 2020, 50% des collectivités territoriales à inscrire une ligne dans les budgets communaux pour le financement des activités de PF à partir de 2018 ;
- Mettre à l'échelle la politique de la délégation des tâches aussi bien pour les agents de première ligne (IB, AA, AB, AIS,) des centres de santé que pour les agents de santé à base communautaire d'ici fin 2018 ;
- Assurer la gratuité de la planification familiale ;
- Mettre en place sous l'égide de SEM le Premier Ministre, une instance multisectorielle de coordination des questions liées au Dividende Démographique d'ici 2018.

Le présent rapport fait le point sur la réalisation de ces engagements par l'utilisation de l'outil Motion Tracker.

1.2 Résumé du projet

L'ABBEF, avec un financement d'IntraHealth International / CS4FP+, accordé par la Fondation William and Flora HEWLETT et du projet régional Health Policy Plus (HP+) de l'USAID a travaillé avec l'appui technique de Samasha Medical Foundation de l'Ouganda pour adapter et mettre en œuvre le Motion Tracker. Le Motion Tracker a été développé par Samasha Médical Foundation en Ouganda pour le suivi des engagements tels que Every Woman Every Child, FP2020 avec le soutien de Reproductive Health Supplies Coalition (RHSC). Sur la base du succès enregistré en Ouganda, l'outil a été utilisé en Tanzanie et en Zambie pour suivre les engagements FP2020 de ces pays et, en septembre 2015, le Burkina a accueilli une mission exploratoire de RHSC qui a indiqué que le pays présentait de solides atouts avec une société civile forte, une dynamique de plaidoyer et un environnement global de prise d'engagements favorables à l'implémentation du processus. Avec l'appui de RHSC, le Groupe Technique Santé de la Reproduction (GT/SR) a organisé un atelier d'orientation en septembre 2016, élaboré une feuille de route et mis en place un comité restreint pour l'élaboration d'une note conceptuelle et la mobilisation de ressources pour le projet.

Dans le cadre du Partenariat de Ouagadougou, les ministres de la santé des neufs pays du Partenariat se sont engagés, à l'occasion de la 6ème Réunion Annuelle du Partenariat de Ouagadougou (RAPO) tenue en Guinée en décembre 2017, à utiliser le Motion Tracker pour le suivi des engagements pris par leurs pays respectifs dans le cadre de l'initiative FP2020 à Londres en 2017.

En mai 2018 à Lomé au Togo, un atelier de consensus des 9 neufs pays du PO sur le Motion Tracker a été organisé par l'UCPO et ses partenaires CS4PF+, HP+. Cet atelier a connu la participation des Ministère de la Santé et des organisations de la société civile. A la suite de cet atelier, l'UCPO a invité les neuf (09) pays à manifester par écrit leur intérêt à l'utilisation du Motion Tracker pour le suivi des engagements pris dans le cadre de l'initiative FP2020. Le gouvernement du Burkina a ainsi manifesté officiellement son intérêt auprès de l'UCPO à travers une lettre signée du ministre de la santé.

A l'issue de ce processus de manifestation d'intérêt, trois parmi les neufs du PO à savoir le Burkina, la Côte d'Ivoire et le Togo ont été choisis pour utiliser le Motion Tracker pour suivre les engagements pris dans le cadre de l'Initiative PF2020.

Dans la mise en œuvre de cet outil au Burkina, l'ABBEF a été sélectionnée à l'issue d'un processus ouvert et transparent. Elle a ainsi joué le rôle d'organisation neutre (ON), en rassemblant les secteurs ministériels, les OSC mettant en œuvre des programmes de planification familiale ainsi que les partenaires techniques et financiers de soutien aux programmes de PF. Elle a ainsi permis de mobiliser les efforts de l'ensemble des parties prenantes qui ont contribué à la mise en œuvre de ces dits engagements FP2020.

Le Motion Tracker est un cadre dynamique personnalisé pour renforcer la responsabilisation et conduire à l'action tout en gardant les engagements visibles, en mettant en évidence les progrès et en encourageant l'implication des partenaires pour apporter des solutions aux goulots d'étranglement. Ce cadre est basé sur une approche en six étapes comprenant ;(i) l'identification des engagements, (ii) la classification des engagements, (iii) la déconstruction des engagements, (iv) la catégorisation des engagements, (v) le développement d'indicateurs de processus des engagements, (vi) l'implication des partenaires pour reconnaître l'action, présenter les progrès et assurer une compréhension universelle des engagements grâce à une implication et une participation délibérée des partenaires au niveau national et local.

1.3 But du Motion Tracker

Le but du Motion Tracker est de contribuer à consolider la synergie d'action entre les acteurs clés en vue de la réalisation effective des engagements.

1.4 Objectifs

Les objectifs du Motion Tracker sont :

- a. Créer un environnement propice pour que les engagements mondiaux se traduisent en actions locales ;
- b. Exploiter le pouvoir collectif de la société civile, des partenaires au développement et du gouvernement pour respecter les engagements du pays avec une réponse stratégique renforcée,
- c. Créer une approche systématique pour réaliser les engagements pris par chaque pays au niveau mondial ;
- d. Evaluer le niveau d'atteinte des engagements du Burkina dans le cadre de l'initiative FP2020.

1.5 Resultats attendus

Dans la démarche du Motion Tracker, il est recommandé de travailler avec l'ensemble des organisations de la société civile, les organisations communautaires, les ONG internationales / partenaires au développement, les secteurs ministériels qui mettent en œuvre des activités de planification familiale à travers le pays. Cette approche vise à susciter l'intérêt de tous à apporter leurs contributions respectives à la réalisation des engagements, pour collecter, compiler et mettre en évidence les progrès accomplis ainsi que les gaps au niveau individuel et collectif de sorte à galvaniser toutes les parties prenantes en vue d'instaurer une véritable synergie d'action.

Les résultats attendus sont donc au nombre de quatre :

- Un environnement propice est créé pour la réalisation des engagements pris par le Burkina dans le cadre de l'initiative FP2020 ;
- Le pouvoir collectif des OSC, des partenaires au développement et du Gouvernement du Burkina est exploité pour une réponse stratégique renforcée pour le respect des engagements du pays ;
- Les engagements pris par le Burkina dans le cadre de l'Initiative FP2020 sont définis et bien compris par les différentes parties prenantes ;
- Le niveau d'atteinte des engagements du Burkina et des gaps sont évalués et partagés.

1.6 Stratégies de mise en œuvre du Motion Tracker

Les stratégies utilisées pour assurer le succès du Motion Tracker s'articulent autour de :

1. L'implication des partenaires ;
2. L'organisation de rencontres des parties prenantes ;
3. La collaboration avec les ministères sectoriels ;
4. Le renforcement des capacités des acteurs ;
5. La constitution des groupes de travail techniques

II : APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE DE COLLECTE DES DONNÉES

Une liste des parties prenante intervenant dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive (SRPF) au Burkina a été établie sur la base des organisations impliquées dans les groupes thématiques du plan national d'accélération de la planification familiale 2017-2020. A la suite de l'atelier de déconstruction des engagements, il a été organisé un atelier de validation des indicateurs et la cartographie suivant la contribution des parties prenantes à la réalisation des indicateurs le mardi 29 octobre 2019 à Ouagadougou.

Les parties prenantes de la liste ont été contactées par e-mail, par téléphone et/ou en personne dans le but de recueillir des informations sur leurs contributions aux engagements pris par le Burkina dans le cadre de l'initiative PF2020.

Le point sur les techniques de collecte de données donne de plus amples informations sur les modalités de collecte et de traitement des données.

2.1 Echantillonnage

Initialement, vingt deux (22) organisations étaient ciblées. Mais vu que le processus reste ouvert et intègre toutes les différentes parties prenantes, la technique de la boule de neige a été utilisée afin d'inclure au fur et à mesure des organisations dont les activités concourent à la mise en œuvre des engagements du Burkina et qui ont transmis leurs données.

Au terme de cet exercice, 32 organisations ont été contactées. Sur ce nombre, vingt-sept (27) organisations réparties comme suit ont fourni des données exploitables :

- 04 structures des secteurs ministériels : le Ministère de la santé (Direction de la Santé de la Famille et le Secrétariat Technique chargé de l'Accélération de la Transition Démographique), le ministère de l'éducation nationale et de la promotion des langues nationales (DPEIEFG), le ministère de l'économie des finances et du développement (Direction des Politiques de Populations) ;
- 04 Partenaires techniques et financiers (PTF),
- 10 ONG et Associations nationales,
- 9 ONG internationales.

Les données collectées auprès de ces structures ont servi effectivement à l'élaboration du présent rapport qui porte sur la période de juillet 2017 à décembre 2019.

2.2. Périodicité de la production des rapports

Le Motion Tracker présente des rapports périodiques, idéalement par trimestre. Le présent rapport constitue le premier du genre. Comme déjà mentionné, la période de collecte des données pour ce premier rapport de suivi des engagements a concerné la période qui marque le début de l'engagement, c'est-à-dire juillet 2017, jusqu'en décembre 2019. La périodicité du prochain rapport pourrait être trimestrielle ou semestrielle selon l'option qui sera adoptée ; dans le cas d'un rapport trimestriel la période couverte sera de janvier 2020 à mars 2020 ou de janvier 2020 à juin 2020 pour une périodicité semestrielle.

La publication du rapport qui était prévue en avril a été retardée du fait de la situation liée à la pandémie de la COVID-19.

2.3 Collecte et traitement des données

Des sources de données primaires et secondaires ont été utilisées. Les données primaires ont été collectées à l'aide d'un questionnaire de contribution des partenaires (ci-joint en annexe 1). Les données secondaires ont été collectées grâce à la revue documentaire de divers documents, tels que des documents de projet, des comptes rendus de rencontres, des rapports d'activités, les lois de finances, les documents d'activités de PF2020, les PNP, les annuaires statistiques des ministères.

Les données collectées sont agrégées par parties prenantes et par indicateurs. Ces données sont ensuite compilées, consolidées et validées lors des réunions de validation des parties prenantes.

2.4 Techniques de collecte de données

Les techniques de collecte de données suivantes ont été utilisées :

Entretiens avec des informateurs clés : un questionnaire structuré a été administré aux informateurs clés parmi les ONG internationales, les OSC locales et les ministères impliqués,

Revue documentaire : une liste des documents pertinents a été exploitée comme mentionnée ci dessus.

Les modalités de collecte des données comprenaient des réunions individuelles, des appels téléphoniques et des correspondances par courrier électronique ou physique.

Les partenaires qui ont contribué au présent rapport sont listées ainsi qu'il suit :

Tableau 1: Liste des structures contributrices

Catégorie	Institutions
Gouvernement du Burkina Faso	Ministère de la santé (Secrétariat technique chargé de l'accélération de la transition démographique, Direction de la santé de la famille). Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (Direction des politiques de population). Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion des Langues Nationales (Direction de la Promotion de l'éducation Inclusive de l'éducation des filles et du Genre).
PTF	UNFPA, USAID, OOAS, OMS.
ONG Internationales	Jhpiego, Pathfinder International, Intrahealth International, Médecins du Monde France, Equilibres et Populations, Planned Parenthood Global, Plan International Burkina Faso, Options, USAID HP+.
ONG Locales	ABBEF, PROMACO, ASMADE, ABSFM, URCB/SD, RAJS/BF, SOS/JD, RCP-FAS, CERA-FP, BURCASO.

2.5 Analyse et communication des données.

Les informations recueillies auprès des vingt-sept (27) organisations sont examinées pour garantir leur exhaustivité et rassemblées par indicateurs de processus. Ces informations sont résumées et les tendances émergentes sont mises en évidence pour permettre de comprendre les progrès. Chaque indicateur est ensuite codé en vert, jaune ou rouge selon son niveau de réalisation.

Les indicateurs pour lesquels aucune information n'a été rapportée ou aucun progrès réalisé ont été codés en rouge. Les indicateurs pour lesquels certaines informations attestent des progrès réalisés ou en cours sont codés en jaune et les indicateurs qui ont été atteints sont codés en vert.

III. CONSTATATIONS ET RÉSULTATS

Pour évaluer les progrès accomplis par le Burkina dans la réalisation de ses engagements dans le cadre de FP2020, il a été organisé successivement un atelier de déconstruction et de validation des indicateurs. Le tableau 2 reprend les engagements et les indicateurs convenus et acceptés par les parties prenantes.




Tableau 2: Indicateurs validés par les parties prenantes lors des ateliers de déconstruction et de validation des indicateurs

Engagement	Indicateur de processus	Indicateur de performance
Engagement 1 : Augmenter d'au moins 10% chaque année la ligne budgétaire allouée par l'Etat à l'achat des produits contraceptifs de 2017 à 2020	1.1. Elaboration et validation du document de plaidoyer pour la PF	Montant du budget de l'Etat annuellement alloué et dépensé pour l'achat des produits contraceptifs.
	1.2. Des Efforts de plaidoyer fournis pour augmenter le budget alloué à l'achat des produits contraceptifs	
Engagement 2 : Amener d'ici 2020, 50% des collectivités territoriales à inscrire une ligne dans les budgets communaux pour le financement des activités de PF à partir de 2018	2.1. Elaboration et validation du document d'argumentaire	Proportion des communes dont le plan annuel d'investissement intègre des fonds alloués aux activités de PF
	2.2. Elaboration et validation du document de plaidoyer	
	2.3. Des efforts de plaidoyer fournis pour la création de la ligne budgétaire PF au niveau des communes	Existence d'une ligne budgétaire dans la nomenclature des budgets des communes
	2.4. Conception d'un questionnaire de collecte de données de suivi des engagements financiers	
Engagement 3 : Mettre à l'échelle la politique de la délégation des tâches aussi bien pour les agents des centres de santé que pour les agents de santé à base communautaire d'ici fin 2018	3.1. Révision et validation des politiques, normes et protocoles	Proportion des formations sanitaires mettant en œuvre la politique de la délégation des tâches au niveau national

Engagement 4 : Assurer la gratuité de la planification familiale	4.1. Elaboration et validation du document de costing	100% des formations sanitaires publiques mettant en œuvre la gratuité de la PF
	4.2. Elaboration et validation du plan d'opérationnalisation.	
	4.3. Des efforts fournis pour conduire le plaidoyer, développement et validation de l'argumentaire	
Engagement 5 : Mettre en place sous l'égide de SEM le Premier Ministre, une instance multisectorielle de coordination des questions liées au Dividende Démographique d'ici 2018.	5.1. Elaboration et validation argumentaire, effort de plaidoyer pour l'aboutissement de la mise en place de l'instance (Rencontre d'échange).	Existence de l'instance multisectorielle et fonctionnelle sous l'égide du Premier Ministre
	5.2 Efforts fournis pour la dissémination du modèle DemDiv.	
	5.3 Efforts fournis pour le fonctionnement des cadres de concertation	

Des treize (13) indicateurs de processus cités dans le tableau ci-dessus, les diverses contributions font état de dix (10) indicateurs réalisés, de trois (03) sur la bonne voie et zéro non réalisé. Ces résultats sont résumés dans le tableau 3 :

Tableau 3: Niveau de réalisation des indicateurs

Progrès	Nombre d'indicateurs	Code
Réalisé	10	Vert 
Sur la bonne voie	3	Jaune 
Pas Sur la bonne voie	0	Rouge 

3.1 Organisations contributrices par blocs du système de santé de l’OMS

Tableau 4: Repartition des indicateurs selon les blocs du système de santé de l’OMS

Blocs du système de santé de l’OMS	Nombre d’organisations contributrices
Leadership et gouvernance	17
Prestation de service	0
Systèmes de gestion de l’information sur la santé	0
Finance	27
Ressources humaines pour la santé	0
Accès aux médicaments essentiels	0

De l’analyse des différents indicateurs, l’on retient que ceux-ci sont classés dans les deux blocs suivants : leadership/gouvernance et finance. Le chiffre dix-sept (17) renvoie aux 17 organisations qui contribuent aux indicateurs du bloc leadership et gouvernance et le chiffre vingt-sept (27) indiquent que 27 organisations contribuent aux indicateurs de finance. Ces chiffres ne sont pas cumulatifs parce qu’une organisation peut contribuer à la fois aux indicateurs de leadership/gouvernance et aux indicateurs de finance.

3.2. Contributions des partenaires par indicateurs de processus

La section suivante détaille les différentes contributions des partenaires à la réalisation des engagements PF 2020 au Burkina couvrant la période de juillet 2017 à décembre 2019.

ENGAGEMENT 1

Augmenter d’au moins 10% chaque année la ligne budgétaire allouée par l’Etat à l’achat des produits contraceptifs de 2017 à 2020.

1.1 Elaboration et validation du document de plaidoyer pour la PF



Progrès :

Il existe une série d’activités organisées par différentes organisations à différentes occasions, dans le but d’élaborer le document de plaidoyer. Il est très clair que le document a été élaboré au cours de ces réunions, tel qu’exprimé comme étant rédigé avec le soutien des partenaires technique (USAID HP+, Pathfinder, DSF, Jhpiego, ST/ATD, DPEIEFG/MENAPLN) et financier (USAID, UNFPA,). De même, parmi les activités menées par les partenaires, il y a eu un atelier où le document a été présenté pour sa validation comme exprimé par DSF dans sa contribution. Ceci indique que le document a subi toutes les étapes prévues, ce qui signifie que l’indicateur a été réalisé.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	USAID HP+	A orienté des parties prenantes à la PF (MS, ONG, RCPFAS) sur l'approche de plaidoyer AFP SMART. HP+ avec l'appui technique et financier de USAID a contribué à l'analyse des dépenses budgétaires sur une période assez longue pour mesurer l'évolution de la ligne budgétaire allouée à l'achat des produits contraceptifs de 2008 à 2017 pour voir les gaps financiers, l'allocation réelle afin d'avoir des argumentaires et des évidences pour bâtir l'argumentaire pour le plaidoyer (DAF/Ministère de la santé. HP+ a contribué à la description des tâches d'une championne, à l'orientation de la championne sur la PF et le plaidoyer en faveur de l'augmentation du budget de la PF a facilité la participation de l'ambassadrice de la PF à la caravane des bailleurs du PO.
2	Pathfinder International	L'organisation avec notamment l'appui technique et financier de l'USAID a mobilisé des partenaires et bailleurs internationaux, a participé à l'écriture des documents de stratégie et de plaidoyer, a participé à des rencontres et conférences de haut niveau pour la mobilisation des ressources (Rencontre annuelle du Partenariat de Ouaga, conférence internationale sur la PF, Conférence d'Oslo sur le financement du GFF, de New York...), participation technique à l'élaboration de PNA-PF
3	UNFPA	A soutenu techniquement et financièrement l'analyse du retour sur investissement de la PF au Burkina en août 2019. Ce document devrait aider dans le plaidoyer pour soutenir la planification familiale au Burkina.
4	USAID	A contribué financièrement et techniquement à travers USAID HP+ à l'élaboration du plan national d'accélération de la planification familiale (PNA-PF 2017-2020) qui est un document référentiel pour le financement de la planification familiale.
	USAID	A contribué financièrement et techniquement à travers USAID HP+ à l'élaboration du plan national d'accélération de la planification familiale (PNA-PF 2017-2020) qui est un document référentiel pour le financement de la planification familiale.
5	DSF	A participé aux rencontres d'élaboration du document de plaidoyer et à sa validation en concertation avec les acteurs de la société civile (Groupe Technique Santé de la Reproduction).
6	Jhpiego	L'organisation a participé à l'élaboration du document de plaidoyer en tant que membre du Groupe Technique Santé de la Reproduction (GT/SR) dans le cadre de PF2020.
7	DPEIEFG/ MENAPLN	A participé à l'élaboration de l'outil de plaidoyer dans le groupe « thématique Mobilisation des ressources » dans le cadre du comité de pilotage (COPI) du PNA-PF 2017-2020.
8	Mdm France	A mobilisé des partenaires et bailleurs internationaux tels que l'Agence Française de Développement, le Trust Fund de l'Union Européenne, les Fonds propres pour soutenir le financement des activités de SR/PF dans ses zones d'intervention, a participé à l'écriture des documents de stratégie et de plaidoyer, a participé à des rencontres et conférences de haut niveau pour la mobilisation des ressources en faveur du financement de la PF (Rencontre annuelle du Partenariat de Ouaga, conférence internationale sur la PF, Conférence de Kigali sur le financement du GFF, de New York...)

9	IntraHealth International	Soutien technique et financier au GTSR pour faciliter sa contribution aux efforts de plaidoyer. Participation effective du coordinateur mis à disposition par IntraHealth International/CS4FP Plus au GTSR au processus de mise en œuvre de l'objectif de plaidoyer.
---	------------------------------	---

1.2 Des Efforts de plaidoyer fournis pour augmenter le budget alloué à l'achat des produits contraceptifs.

Progrès :

De nombreuses activités ont été menées vers cet indicateur dont : l'organisation de réunions et d'ateliers de formation en plaidoyer en faveur de l'augmentation du budget alloué à l'achat des produits. Il existe également des preuves d'efforts de plaidoyer auprès des fonctionnaires d'Etat concernés par différentes organisations (comme indiqué ci-dessous) pour persuader le gouvernement d'augmenter le budget des produits contraceptifs et même pour mobiliser des fonds auprès des bailleurs de fonds. Les informations recueillies auprès de plusieurs sources (ST/ATD, DAF ministère de la santé, organisations de la société civile) indiquent que l'Etat a fourni des efforts dans l'allocation des ressources en faveur de l'achat des produits contraceptifs. En prenant 2017 comme année de référence, l'on note que le budget est passé 500 000 000 millions à 1 300 000 000 millions en 2018 ce qui constitue une augmentation de 160%, de loin supérieur aux 550 000 000 attendus en 2018 et les 605 000 000 en 2019. En plus de ce budget, des préservatifs masculins d'un montant de 408 884 727 francs CFA ont été acquis en 2018 sur le budget de l'Etat grâce à un plaidoyer mené par PROMACO auprès du SP/CNLS-IST. Ceci permet de conclure que cet engagement est réalisé.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	Plan International Burkina Faso	A joué un rôle de leader dans la constitution d'une coalition constituée avec ABBEF et Jhpiego pour élaborer un document de projet pour mobiliser des ressources auprès de l'Union Européenne qui a contribué à l'achat des produits contraceptifs. A aussi plaidé auprès du Bureau national de Plan Suède pour l'acquisition de produits contraceptifs dans le cadre du renforcement de capacité des centres d'écoute des jeunes.
2	ABSFM	A apporté un appui technique (formation, supervision) et un appui en produits contraceptifs à 10 centres de santé privés pour l'offre de service gratuite de PF.
3	CERA-FP	A organisé la formation sur le suivi budgétaire des membres du consortium GT/SR, OGP, CGD/IBP, CERA-FP, SOS/JD. CERA-FP a aussi élaboré une stratégie de suivi budgétaire en vue d'une synergie d'action de la société civile pour interpeller le gouvernement burkinabè au respect de ses engagements. Dans le même esprit, CERA-FP a élaboré un canevas de collecte de données et de suivi budgétaire avec l'appui des experts au profit des membres du consortium (GT/SR, OGP, CGD/IBP, CERA-FP, SOS/JD).

		<p>Elle a conçu également un document guide sur le suivi budgétaire au Burkina Faso dans le domaine de la PF. Cette organisation a élaboré un rapport semestriel de suivi budgétaire sur l'exécution du budget de la PF intégrant des recommandations sur le niveau d'exécution du budget par rapport aux engagements financiers, exercice 2018.</p> <p>Ainsi, au titre de l'exercice 2018, les dotations corrigées pour l'acquisition des produits contraceptifs se sont établies à 1 300 000 000 de francs CFA. Le montant exécuté est ressorti à 1 299 999 503 de francs CFA soit un taux d'exécution de 100%.</p>
4	Pathfinder International	<p>Dans le cadre du programme financé par LAD Pathfinder a fait une prévision dans le budget 2020 pour l'achat des contraceptifs par l'UNFPA pour l'ensemble du pays à hauteur d'un (01) milliard 300 millions. Ce budget est prévu pour être couvert dans le cadre du financement LAD. Dans le cadre du projet, l'UNFPA bénéficiera de ce financement pour l'achat des contraceptifs. Elle a aussi contribué significativement à la rédaction du document projet financé par LAD projet intitulé « Améliorer la santé sexuelle et reproductive en renforçant le système de santé du Burkina Faso » qui bénéficie du financement LAD. Pathfinder est à la fois partenaire technique de la mise en œuvre et agence fiduciaire pour la gestion des fonds alloués par LAD pour le programme.</p>
5	UNFPA	<p>A soutenu techniquement et financièrement l'analyse d'un document sur le retour sur investissement de la PF au Burkina en août 2019. Un document qui devrait aider dans le plaidoyer pour soutenir la PF au Burkina. Le financement a été assuré par le bureau régional de l'UNFPA qui a recruté deux consultants, assuré leurs frais de voyage. Le bureau du Burkina a assuré l'organisation pratique de la mission des consultants et la participation aux différents échanges techniques. Le contrat des consultants était de 25 jours.</p>
6	USAID	<p>A joué un rôle essentiel en amenant la Fondation Gates, la Fondation Buffet et le gouvernement norvégien à être de nouveaux donateurs pour le Burkina dans le secteur de la santé, notamment pour la planification familiale.</p>
7	SOS/JD	<p>A organisé une rencontre de plaidoyer avec les députés membre de la commission genre, affaire sociale et santé (CGASS) de l'assemblée nationale pour le respect de l'engagement de l'Etat en rapport avec l'augmentation d'au moins 10% du budget alloué à l'achat des produits contraceptifs. On a élaboré un argumentaire de plaidoyer avec les membres du GT/SR soumis à la commission genre, affaire sociale et santé pour utilisation avant la session budgétaire avant le passage du ministère de la santé à l'assemblée nationale. Lors de cette rencontre les membres de la CGAS se sont engagés à soutenir l'initiative et ils nous ont identifié un point focal pour la suite. La rencontre a été une opportunité pour rappeler les parlementaires sur les engagements pris dans le cadre du Global Financing Facility (GFF) sur le respect des 15% du budget national dédié à la santé et 1 million de dollar promis par le Burkina pour être parmi les investisseurs du GFF. A la suite de ces activités, le budget sur la PF a effectivement connu une hausse soit de 700 000 000 en 2019 à 1 300 000 000 en 2020.</p>

8	ABBEF	A plaidé avec de la société civile auprès de la ST/ATD et de la DAF du Ministère de la santé pour l'augmentation du budget alloué à l'achat des produits contraceptifs dans le budget du ministère en 2018.
9	ST/ATD	A mené quelques plaidoyers auprès de différentes autorités d'abord : auprès du Directeur de l'administration et des finances (DAF) du ministère de la Santé pour augmenter le budget destiné à l'achat des produits contraceptifs (800 millions de FCFA en 2018). Également, auprès du ministère de l'économie des finances et du développement pour la révision à la hausse (10%) chaque année. Finalement, auprès des parlementaires pour un meilleur regard de la ligne lors des allocations budgétaires et aussi l'option prélèvement de taxes sur certains produits en faveur de la PF.
10	Options Consultancy services	A mené un plaidoyer auprès des membres du Parlement du Burkina sur l'importance de l'investissement dans la PF pour accélérer l'atteinte des ODD. L'organisation a aussi contribué à la tenue d'un atelier le 11 octobre 2019 pour orienter et sensibiliser les parlementaires de l'Assemblée Nationale du Burkina sur l'importance de l'investissement dans la PF et les questions du Dividende Démographique.
11	OOAS	A appuyé techniquement et financièrement l'organisation de trois rencontres en 2017, 2018 et 2020 respectivement à Ouagadougou, Cotonou et Freetown sur le financement de la santé. Ces réunions ont ciblé les parlementaires et le réseau des champions pour le financement adéquat de la santé des pays de la CEDEAO en vue de booster l'accroissement des budgets en faveur de la SR/PF. L'OOAS a également soutenu les réseaux de champions pour le plaidoyer en faveur de la santé notamment la SR/PF.
12	PROMACO	A mené dans le cadre du Groupe Technique Santé de la reproduction une série de plaidoyer auprès de la DAF du Ministère de la santé du ST/ATD et de la Ministre de la santé elle-même. Un plaidoyer a également été fait au niveau de l'Assemblée nationale. En 2019, le plaidoyer a été fait pour l'allocation de 1 300 000 000 FCFA au titre de l'année 2020 car compte tenu des difficultés qu'a connues le pays en 2019 l'allocation était de 700 000 000 FCFA contre 1 300 000 000 FCFA en 2018. Grâce au plaidoyer auprès du SP/CNLS-IST un contrat d'un montant de 408 884 727 francs CFA (sur financement du budget de l'Etat) a été conclu avec la CAMEG en 2018 pour l'approvisionnement en préservatifs masculins.
13	RCP-FAS	A conduit des actions dans le but d'accroître le budget alloué à la PF dans le budget du ministère de la santé. Au nombre des actions figurent une audience auprès du ministre de la santé, un plaidoyer auprès du ministre délégué chargé du budget. Ces actions ont contribué à amener la ligne budgétaire allouée par l'Etat à l'achat des produits contraceptifs d'un montant de 500 millions en 2017 à 1,3 milliard F CFA en 2018.

14	IntraHealth International	Des plaidoyers ont été conduits pour l'augmentation du budget alloué à l'achat des produits contraceptifs, en particulier lors des rencontres du groupe technique de travail sur l'intégration des services de PFPP/SMNI/ Nutrition, et à toute occasion de rencontres des décideurs du Ministère de la santé. Ces plaidoyers se sont déroulés tout au long de l'année 2019 avec un atelier de plaidoyer à Cotonou en marge de la rencontre annuelle du Partenariat de Ouagadougou (RAPO). Soutien technique et financier au GTSR pour faciliter sa contribution aux efforts de plaidoyers notamment à travers la participation effective du coordinateur mis à disposition par IntraHealth International/CS4FP Plus au GT/SR au processus de mise en œuvre de l'objectif de plaidoyer
15	Equipop	A organisé des rencontres individuelles auprès des personnes ressources et des cibles secondaires (SG du ministère de la santé, SG du ministère de l'économie, le DSF,...), rencontres de plaidoyer avec le ministre de la santé dans le but d'augmenter le budget alloué à la PF.
16	MdM France	Parmi les activités menées par MdM pour augmenter la ligne budgétaire consacrée à l'achat des produits contraceptifs figurent : des plaidoyers auprès du Ministre de la Santé en 2017 pour le repositionnement des 500 millions par an, du 1er vice-président de l'Assemblée Nationale pour la restitution de la ligne budgétaire destinée à l'achat des méthodes contraceptives (500 millions). L'organisation de 03 campagnes de plaidoyer à l'occasion des journées mondiales de la contraception de 2017 à 2019 en vue de l'engagements des parlementaires, ministres et champions DSSR enregistrés comme alliés de la PF lors de ces campagnes. Formations de 25 journalistes en collaboration avec l'AJC PD pour la levée des rumeurs sur les contraceptifs et la formulation des articles de presses d'interpellations des autorités pour l'allocation budgétaire pour la PF (2 formations 2018 et 2019).
17	PP Global	A appuyé techniquement et financièrement ses organisations partenaires de mise en œuvre de la société civile (SOS/JD, ABBEF, RAJS/BF, URCB/SD....) pour conduire le plaidoyer en faveur de l'augmentation du budget en faveur de la SR/PF

ENGAGEMENT 2

Amener d'ici 2020, 50% des collectivités territoriales à inscrire une ligne dans les budgets communaux pour le financement des activités de PF à partir de 2018.

2.1 Elaboration et validation du document d'argumentaire.

Progrès :

De nombreuses parties prenantes ont indiqué avoir contribué à l'élaboration de documents de plaidoyer en s'appuyant sur différentes approches (modèle DemDiv/ODD, AFP SMART, modèle RAPID) comme l'ont indiqué USAID, SOS/JD, ST/ATD, BURCASO, RCP-FAS. Ces outils conçus visaient à convaincre de la nécessité de la création et/ou de l'inscription de ligne budgétaire en faveur de la planification familiale dans les budgets des communes. Cela permet d'indiquer que le document d'argumentaire a été élaboré et validé et a servi dans les actions de plaidoyer ciblant les exécutifs communaux.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	USAID	A développé des outils de plaidoyer avec les leaders religieux et coutumiers pour la promotion de la PF et la santé de la reproduction. Les programmes financés par l'USAID à travers Evidence to Action (E2A), Amplify FP, USAID HP+, et Breakthrough ACTION travaillent avec les leaders communaux pour la promotion et le financement de la planification familiale dans les régions du Centre-Nord, Est. Trois (3) maires dont le maire central de Bobo, le maire de Ziniaré et le maire de l'Arrondissement 2 de Ouagadougou ont alloué des ressources au niveau de leurs communes.
2	SOS/JD	A participé techniquement en tant que membre du GT/SR à l'élaboration aux côtés du ministère de la santé d'un argumentaire de plaidoyer en faveur de l'inscription de ligne budgétaire dans les budgets des communes.
3	OMS	OMS a contribué à l'élaboration du document de la : « Stratégie nationale de financement de la santé pour la couverture sanitaire universelle 2018-2030 » Ce document est une source d'argumentaire pour convaincre les communes de créer et d'allouer des ressources en faveur de la PF.
4	BURCASO	BURCASO a développé un outil de plaidoyer basé sur les Rapid dans le cadre du partenariat avec AGIR PF dans la région du centre ouest dans les quatre sites d'intervention du projet (Palogo, Godin-Walgtenga, Villy et Tiogo Mossi) du district sanitaire de Koudougou. Cet outil a servi dans les activités de renforcement de capacité et de plaidoyer ciblant les élus locaux.
5	ST/ATD	Révision de l'outil DEMDIV/ODD/PF impliquant toutes les parties prenantes
6	Equipop	Au titre des actions menées par EquiPop avec ses partenaires (FCI, ABBEF, SOS/JD, Parlementaires, DSF, JA, les SG des communes), l'on peut noter l'analyse des plans communaux de développement (PCD), l'élaboration d'arguments de plaidoyer en utilisant l'outil RAPID.
7	RAJS/BF	Dans le cas du projet Voix pour la santé avec l'appui technique et financier de PP Global, le RAJS/BF a adapté le RAPID au contexte du projet pour des actions de plaidoyer dans 8 communes du Burkina (Koudougou, Réo, Dano, Diébougou, Sebba, Gorom-Gorom, Pama et Gayéri).
8	IntraHealth International	A participé par l'intermédiaire du Coordinateur pays de CS4FP mis à disposition par IntraHealth International/CS4FP Plus au processus d'élaboration et de validation du document d'argumentaire

2.2 Elaboration et validation du document de plaidoyer.

Progrès :

A la lumière des efforts fournis par les parties prenantes pour l'élaboration de l'argumentaire ayant servi dans les actions de plaidoyer, certaines parties prenantes ont indiqué s'être servi de ce document comme document de plaidoyer comme l'ont signifié RCP-FAS, SOS/JD, ST/ATD, BURCASO par contre a validé son document de plaidoyer sur la base des argumentaires développés. Dans tous les cas, le document a servi pour des actions de plaidoyer pour la création de ligne budgétaire au niveau des communes ciblées. Ceci indique que cet indicateur a été réalisé.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	SOS/JD	A participé en tant que membre du GT/SR aux côtés du ministère de la santé à l'élaboration d'un argumentaire de plaidoyer en faveur de l'inscription de ligne budgétaire dans les budgets des communes.
2	ST/ATD	A révisé l'outil DEMDIV/ODD/PF impliquant toutes les parties prenantes dans l'état des lieux de la mise en œuvre des engagements.
3	BURCASO	Validation du document de plaidoyer par un comité technique mis en place par Burcaso (3 chargés de projet, coordonnateur, volontaire canadien et point focal Koudougou).
4	MdM France	A décliné un axe de plaidoyer au niveau local et intégré dans la stratégie de plaidoyer national de MdM sur la conduite du plaidoyer auprès des autorités communales en vue de l'insertion d'une ligne dans le budget communal (communes concernées : Gorom Gorom, Déou, Markoye, Oursi, Tin Akoff, Djibo, Arbinda, Baraboulé, Diguel, Kelbo, Pobé Mengao).
5	Equipop	A mis en place un comité restreint pour élaborer et valider la stratégie de plaidoyer pour la PF.
6	RAJS/BF	Avec l'appui technique et financier de PPGlobal, des plans de plaidoyer ont été élaborés par les groupes de plaidoyer mis en place dans les huit communes ci-dessus citées pour conduire les plaidoyers en faveur de l'inscription de ligne budgétaire dans les plans communaux de développement pour la PF.
7	IntraHealth International	A apporté un soutien technique et financier au GTSR pour faciliter sa contribution aux efforts de plaidoyer. A pris une part effective par l'intermédiaire du coordinateur mis à disposition par IntraHealth International/CS4FP Plus au GTSR au processus de mise en œuvre de l'objectif de plaidoyer.

2.3 . Des efforts de plaidoyer fournis pour la création de la ligne budgétaire PF au niveau des communes.

Progrès :

De nombreuses actions de plaidoyer ont été conduites pour l'atteinte de cet indicateur. Il s'agit notamment de réunions, ateliers, d'audiences conduits par les différents acteurs ciblant les maires et plus globalement les exécutifs communaux. L'objectif poursuivi était d'amener les communes à créer des lignes budgétaires pour la planification familiale dans leurs plans locaux de développement. Des résultats ont certes été engrangés, mais l'objectif poursuivi à savoir « Amener d'ici 2020, 50% des collectivités territoriales à inscrire une ligne dans les budgets communaux pour le financement des activités de PF à partir de 2018 » n'a pas pu être clairement documenté. Ceci indique que cet indicateur est sur une bonne voie.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	UNFPA	Financement des rencontres régionales et au niveau de district de plaidoyer au moment de la semaine nationale de la planification familiale (SNPF), auprès des autorités communales et régionales. C'était pendant les deux semaines PF qui se sont déroulées en 2018 : la première édition du 14 au 18 mai 2018 et la deuxième du 5 au 11 novembre 2018.
2	USAID	A organisé un forum sur l'engagement des leaders religieux et traditionnels de l'Afrique de l'ouest pour la santé de la reproduction et le développement tenu du 24 au 26 Juillet 2018 à Ouagadougou. Des plans d'action ont été développés avec les leaders communaux, et leur mise en œuvre a commencé en 2020.
3	USAID HP+	Grâce au soutien technique et financier de l'USAID, HP+ a appuyé techniquement et financièrement un atelier régional à Abidjan avec les 9 neufs pays du Partenariat de Ouagadougou. Cet atelier a connu la participation de 3 maires du Burkina : maire de Ziniaré, maire de Bobo, Arrondissement 12 de Ouagadougou autour de l'engagement pour le financement des plans nationaux budgétisés, la création de ligne dans les budgets annuels en faveur de la PF, la désignation de points focaux au sein de la mairie pour la PF. Les mairies ont pris des engagements signés pour l'allocation de ressources financières selon leurs capacités : le suivi par USAID HP + a permis de noter l'effectivité de l'allocation des ressources budgétaires pour le financement des activités du PNA-PF2017-2020 qui s'élève à plus de 20 millions FCFA.
4	SOS/JD	A fait des plaidoyers avec l'appui technique et financier de PP Global dans 14 communes pour la création de ligne budgétaire pour la PF et PFPP (8 pour la PF et 6 pour la PFPP), Diapangou, Arrondissement 4 et 9 de la ville de Ouagadougou, Kaya, Pissila, DIABO, Tansarga et Namounou. Sur ces 8 communes, les communes de Tansarga et Namounou ont inscrit et budgétisés des activités de Santé de la reproduction des adolescents et des jeunes et de planification familiale dans leur plan annuel d'investissement. Les communes de Kaya, de Pissila et de DIABO ainsi que l'arrondissement 4 de Ouagadougou ont inscrit des budgets en faveur de la SR/PF dans leur plan communal de développement (PCD). Les six communes du PFPP : Dialgaye, Pouytenga, Andemtenga, Goughin, Kando et Yargo.
5	BURCASO	Des ateliers de renforcement de capacité et de plaidoyers ont été conduits en 2017 afin de sensibiliser et interpeller les acteurs locaux, responsables de groupements sur la nécessité d'allouer des ressources aux niveaux des communes en faveur de la planification familiale. On peut citer : Présentation du projet aux vingt (20) élus locaux et 20 responsables de groupements de femmes et jeunes des villages d'intervention, Palogo, Godin- Walgtenga, Villy et Tiogo Mossi ;

		<p>Renforcement des connaissances de vingt (20) élus locaux responsables de groupements de femmes et jeunes sur les avantages de la planification au plan familial et socio-économique pour un développement durable dans les quatre sites d'intervention.</p> <p>Plaidoyer à l'aide de l'outil RAPID pour susciter l'adhésion des élus locaux et responsables de groupements de femmes et jeunes à la promotion de la planification ;</p>
6	PROMACO	<p>Dans le cadre du suivi du Partenariat de Ouagadougou, des discussions avec différents maires ont été faites. Il leur a été recommandé de dégager une ligne à leur niveau pour la PF. Des échanges, il est ressorti que la nomenclature budgétaire relève du MINEFID. De ce fait, les exécutifs municipaux ne peuvent qu'allouer des ressources à la PF en attendant qu'une ligne budgétaire pour la PF soit incluse dans la nomenclature budgétaire.</p>
7	DSF	<p>Des actions de plaidoyer sont entreprises depuis 2016 auprès des communes pour la création de ligne budgétaire chaque fois que de besoin, à l'occasion de rencontres de concertation auxquelles la DSF participe.</p>
8	ST/ATD	<p>Des lettres d'information sur l'engagement 2 et des correspondances ont été adressées au ministère de l'administration territoriale et de la cohésion sociale, à l'Association des Municipalités du Burkina Faso (AMBF) et l'Association des Régions du Burkina Faso (ARBF), des demandes d'audiences avec le Président de l'AMBF et l'ARBF, participation à l'AG de l'AMBF : rappel sur les engagements FP2020 (engagement 2), présentation sur les enjeux liés à la prise en compte de la PF dans les budgets communaux, et sur l'importance du remplissage du canevas de collecte de données conçu pour capitaliser la création de ligne budgétaire par les communes.</p>
9	ABBEF	<p>A organisé avec l'appui financier de partenaires tels que IPPF et PP Global des ateliers de plaidoyer sur l'importance de l'investissement dans le secteur de la PF à l'endroit de 12 communes (Ouagadougou, Koudougou, Koupéla, Korsimoro, Dori, Bobo-Dioulasso, Dandé, Koundougou, Bama, Fô, Faramana, Padéma) pour l'allocation de ressources financières dans les budgets des communes pour la santé de la reproduction et de la PF. Trois (03) communes ont alloué des ressources en faveur de la planification familiale (Korsimoro pour cinq cent mille (500.000), Koudougou pour dix millions (10.000.000), Bobo-Dioulasso pour vingt millions (20.000.000).</p>
10	URCB/SD	<p>Avec l'appui technique et financier de PP Global des actions de plaidoyers ont été menées dans les communes de Sapouy, Bakata et Fada pour l'inscription de ligne budgétaire. A Fada, le plaidoyer se fait en collaboration avec SOS/JD.</p>

11	RCP-FAS	A rédigé une correspondance le 12 mai 2015 adressée au Ministère en charge de l'administration territoriale et à celui en charge de l'économie et des finances pour demander la création d'une ligne budgétaire au niveau des communes. Un officiel du ministère a reçu une délégation de RCPFAS à la suite de la correspondance. Les actions de plaidoyer se sont poursuivies depuis lors à travers le suivi de la mise en œuvre sur le terrain.
12	ASMADE	<p>A tenu en novembre 2017 des rencontres et des ateliers d'information et d'échanges avec le conseil municipal les représentants des services techniques et les organisations de la société civile de l'arrondissement 12 de la commune de Ouagadougou sur la prise en compte d'actions de promotion de la SR/PF à travers l'inscription et l'approvisionnement d'une ligne budgétaire SR/PF dans le plan annuel d'investissement. Un engagement de Madame le Maire d'inscrire une ligne budgétaire de 100 000 francs pour la PF avait été obtenu.</p> <p>Rencontre de plaidoyer en mai et novembre 2019 avec le Maire de Komsilga, le SG et les membres du conseil municipal au cours de leur session budgétaire pour l'inscription d'une ligne budgétaire sur la SR/PF. Une allocation a pu être obtenue prenant en compte l'ensemble des interventions pour les jeunes dont la SR/PF. Le budget est en attente de validation.</p>
13	MdM France	Renforcement des compétences de 15 organisations à base communautaire d'exécution (OBC-E) sur la conduite du plaidoyer auprès des autorités communales en vue de l'insertion d'une ligne dans le budget communal (5 dans l'Oudalan et 10 dans la province du Soum). Subvention des activités des 15 OBC-E pour la conduite des activités sur le terrain. Intégration/Participation des OSC aux commissions Adhoc des budgets communaux.
14	Equipop	A organisé des actions de plaidoyer auprès des cibles par commune (FCI, ABBEF, BURCASO, JA, Civil Society For Family Planning (CS4FP), SOS/JD, etc. Ces actions de plaidoyers et de suivi de l'engagement des communes en faveur de la création de ligne budgétaire se sont déroulées entre 2014 et 2018.
15	RASJ/BF	<p>Les actions de plaidoyers conduites en directions des 8 communes grâce à l'appui technique et financier de PP Global ont abouti à l'allocation des ressources au niveau de certaines communes. Ainsi 6 communes sur les 8 touchées par le projet ont accepté d'allouer des ressources dans leur budget communal. Ce sont Koudougou, Dano, Diébougou, Gorom-Gorom, Pama et Gayéri.</p> <p>A nos jours, le suivi de la mise en œuvre se fait dans trois communes que sont Koudougou, Dano et Diébougou.</p>
16	IntraHealth International	Dans le cadre du projet CS4FP Plus a apporté un soutien technique et financier au GT/SR pour faciliter sa contribution aux efforts de plaidoyer ; a pris part à travers le coordinateur mis à disposition par IntraHealth International/CS4FP Plus au GTSR au processus de mise en œuvre de l'objectif de plaidoyer.

		<p>A fait un plaidoyer dans le cadre du projet INSPiRE en direction de la Mairie de Tiébélé et de Pô</p> <p>A travers l'engagement des villes au modèle TCI :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer pour l'augmentation de la contribution financière des entités décentralisées dans les villes actives, augmentation annuelle de 25% du budget des municipalités au profit des activités de planification familiale • Amélioration de la collaboration entre la municipalité et le système de santé à travers la signature d'un MOU (convention de partenariat)
17	PP Global	A appuyé techniquement et financièrement ses organisations partenaires de mise en œuvre pour mener le plaidoyer en direction d'une dizaine de communes pour la création de ligne budgétaire ou l'allocation de ressources dans les budgets des communes en faveur de la SR/PF.

2.4 Conception d'un questionnaire de collecte de données de suivi des engagements financiers.

Progrès :

Cet indicateur a été réalisé. Le questionnaire de collecte de données de suivi des engagements financiers a été conçu par le secrétariat technique chargé de l'accélération de la transition démographique (ST/ATD). Ce questionnaire a fait l'objet d'une transmission auprès des faïtières des collectivités locales (AMBF et ARBF) pour la collecte des données. Dans le même ordre d'idée des structures telles que Equipop, USAID HP+ et Intrahealth International ont conçus des outils de collecte de données pour le suivi des engagements financiers dans le domaine de la PF.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	UNFPA	A rempli courant mars 2019 un questionnaire sur les engagements financiers pour la mise en œuvre du Plan National d'Accélération de la Planification Familiale (PNA-PF) avec des suggestions d'amélioration de l'outil. Le remplissage de l'outil envoyé par le ST/ATD a pris 72 heures. Cela s'est passé en mars 2019 et a permis la préparation de la tenue du premier COPIL du PNAPF le 8 avril 2019.
2	ST/ATD	A conçu le questionnaire destiné à faire le point de la contribution des collectivités au financement de la PF. Ce questionnaire a été partagé avec les faïtières des collectivités (Association des Régions du Burkina et l'Association des municipalités du Burkina). Il a profité de la 2ème AG de l'AMBF pour présenter le canevas de collecte de données et une communication sur les enjeux de la prise en compte de la PF dans les plans locaux de développement.
3	Equipop	A conçu et validé la fiche de collecte avec les acteurs et partenaires financiers pour tracker les informations.

4	USAID HP+	USAID HP+ a conçu utilisé un outil du gap financier pour analyser la situation du financement de la PF au Burkina. Sur la base des coûts des différentes composantes du PNAPF 2017-2020, une analyse des gaps du financement a été conduite pour identifier et analyser les écarts financiers et ainsi disposer d'un outil de plaidoyer pour une mobilisation effective des ressources pour la mise en œuvre dudit plan basée sur l'évidence. Le rapport disponible est une synthèse des résultats analysés à la suite de la collecte et du traitement des données recueillies auprès des PTF. Il a également été préparé pour servir de guide de suivi de l'exécution du budget du PNAPF2017-2020.
5	Intrahealth International	<p>Conception et utilisation de l'outil RAISE, outil d'auto-évaluation qui donne aux acteurs locaux les moyens de systématiquement évaluer l'efficacité de leurs interventions, identifier les éléments ayant besoin d'être renforcés et mettre en œuvre des corrections en cours de route pour accroître son impact et assurer la durabilité.</p> <p>L'outil est basé sur 4 piliers que sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'engagement politique et financier en faveur de l'intervention en matière de la PF/SSRAJ, 2. Le transfert de capacité (connaissance et compétences), 3. L'institutionnalisation des approches éprouvées de TCI à tous les niveaux du système de la santé 4. La demande soutenue grâce aux attitudes et comportements meilleurs envers la PF

ENGAGEMENT 3

Mettre à l'échelle de la politique de la délégation des tâches aussi bien pour les agents des centres de santé que pour les agents de santé à base communautaire d'ici fin 2018.

3.1 Revision et validation des politiques, normes et protocoles.

Progrès :

Les actions mises en œuvre par les parties prenantes (DSF, UNFPA, USAID, OMS, USAID HP+, ABBEF, SOS/JD, ST/ATD, Jhpiego, ABSFM) en termes d'appui technique et financier par la mise en place de comités des experts, de groupes thématiques chargés de la révision des politiques, normes et protocoles, le financement des ateliers de révision, la tenue des travaux des groupes thématiques permettent de conclure à l'atteinte de cet indicateur. En effet, les PNP ont été révisés avec la participation des parties prenantes clés y compris les sociétés savantes et les ordres professionnels. L'ensemble des documents des PNP sont validés et disponibles. Même si cette validation est intervenue en 2019, le processus d'élaboration a lui bien commencé en 2018. Il en est de même pour le document de passage à échelle de la délégation des tâches qui a été également validé et disponible. Par ailleurs des acteurs clés de la PF mettent en œuvre la délégation des tâches aussi bien au niveau des formations sanitaires qu'en milieu communautaire.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	DSF	<p>A conduit de bout en bout le processus de révision des PNP de SR/PF</p> <p>Coordination de 5 ateliers de travail des groupes thématiques pour amender et mettre à jour les politiques, normes et protocoles (PNP).</p> <p>A mis en place 4 groupes thématiques (politique, santé de la femme, composantes communes (IEC, PCI, IST/ VIH/SIDA, PF) santé de l'homme, santé de l'enfant, santé des adolescents et des jeunes) dont les objectifs étaient de proposer des amendements en fonction de la composante des PNP.</p>
2	ST/ATD	<p>A pris part à la mise en place de groupes thématique de travail. A pris activement part aux quatre (4) rencontres de travail pour la révision et la validation des PNP avec intégration de la délégation des tâches au niveau formation sanitaire et communautaire.</p>
3	UNFPA	<p>A apporté un appui financier à la révision des PNP SR prenant en compte la délégation des tâches dans le domaine de la PF.</p> <p>A aussi financé la formation des prestataires (Agents de première ligne) des formations sanitaires sur la PF Clinique ainsi que la formation des ASBC pour l'offre du DMPA-SC au niveau communautaire. Les formations ont concerné onze (11) régions sanitaires et ont pris en compte 19 districts sanitaires. Les formations sont financées sur la base de l'historique des formations financées :</p> <p>105 APL formés ;</p> <p>100 ASBC formés en 10 jours en 2016 à Dandé ;</p> <p>Mise à niveaux des 100 ASBC en 5 jours en 2018.</p>
4	USAID	<p>A contribué techniquement et financièrement à l'élaboration du projet pilote de délégation des tâches et de sa mise en œuvre à travers le projet Agir-PF de 2015 à 2018 dans les districts sanitaires de Sighnognh, Koudougou Dafra et de Do. Le projet AgirPF a été mis en œuvre sous financement de l'USAID par l'ONG Engender Health.</p> <p>Contribution technique et financière à la révision du PNP SR et qui prend en compte la délégation des tâches en PF et Santé de la reproduction.</p> <p>Appui technique et financier pour l'élaboration et la finalisation du document national d'orientation sur la politique de délégation des tâches en Santé de la reproduction, de la PF, du VIH/SIDA, et de la nutrition.</p>
5	OMS	<p>A financé en 2017 l'évaluation de la délégation des tâches pour l'offre des méthodes contraceptives dans les districts sanitaires de Dandé et de Tougan. Cette évaluation a permis de noter que la délégation des tâches était une bonne approche.</p> <p>En 2019 a apporté une contribution technique et financière à la mise en place du comité des experts pour la révision des PNP.</p> <p>A apporté une contribution technique et financière aux 2 ateliers de validations du document des PNP.</p>

		<p>A partagé des documents techniques et scientifiques et des résultats de recherches pour le comité afin de les guider dans l'élaboration des documents de normes.</p> <p>Dans le cadre de la délégation des tâches l'OMS a apporté sa contribution pour la formation des agents de santé ainsi que des agents de santé à base communautaire (ASBC) pour l'offre de service de PF de qualité.</p> <p>A donné une contribution technique à l'élaboration du document de délégation des tâches PF/Nutrition.</p> <p>A apporté un appui technique et financier pour la participation de la délégation du Burkina à l'atelier régional de la mise en œuvre de la délégation des tâches à Grand Bassam en décembre 2018.</p> <p>A participé techniquement à l'élaboration du document du plan national de passage à échelle de la délégation des tâches en avril 2019.</p> <p>L'OMS fait partie des équipes mises en place pour les sorties conjointes de supervision de la DT dans les zones pilotes de la délégation des tâches.</p>
6	SOS/JD	A pris part à 2 ateliers de révision des Politiques, normes et protocoles à Koudougou.
7	Pathfinder International	<p>Avec l'appui technique et financier de l'USAID a contribué techniquement et financièrement dans le processus de révision des politiques, normes et protocoles pour la mise en œuvre de la délégation des tâches. Pathfinder a ainsi contribué à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La rédaction du document stratégique de la DT sous le leadership de la DSF. • L'élaboration et la validation du document de passage à l'échelle de la délégation des tâches. • La rédaction et la validation des PNP, mais aussi le financement d'un atelier pour la rédaction des documents y afférents.
8	USAID HP+	<p>Sous le leadership du MS (DGESS/Direction de la Formulation de la Politique et des Stratégies Sectorielles) avec l'appui technique et financier de l'USAID HP+ a accompagné techniquement et financièrement le développement du document national d'orientation sur la délégation des tâches en SR/PF/VIH/Nutrition (en collaboration avec les différentes parties prenantes et les ordres professionnels).</p> <p>Implication dans la mise en œuvre du projet pilote de la délégation des tâches.</p>
9	Jhpiego	<p>A pris le leadership au sein de la société civile pour le plaidoyer en faveur de la révision des PNP. Jhpiego a aussi apporté un appui technique et surtout financier (cofinancement de 4 ateliers de révision et la validation des PNP dont 2 à Ouagadougou et 2 à Koudougou).</p> <p>Jhpiego a apporté un appui technique à l'atelier national pour l'élaboration et la finalisation de la politique nationale de la délégation des tâches.</p>

10	IntraHealth International	<p>A apporté un appui technique et financier au GTSR pour faciliter sa contribution aux efforts de plaidoyer.</p> <p>A participé aux ateliers de révision et de validation des politiques, normes et protocoles en santé de la reproduction à travers l'équipe pays du Burkina et à travers la participation du coordonnateur CS4FP Plus mis à la disposition du GT/SR. A contribué à l'élaboration des modules de formations intégrées, à la formation des prestataires sur le paquet PFPP/SMNI/Nutrition aussi bien aux accoucheuses auxiliaires, brevetés qu'aux infirmiers.</p>
11	ABBEF	<p>A participé en tant que partie prenante au plaidoyer ayant abouti à l'obtention d'un mémorandum avec le ministère de la santé pour l'expérimentation de la délégation à travers un projet pilote à Tougan et Dandé pour l'offre de service de PF aussi bien au sein des formations sanitaires qu'au niveau communautaire. A contribué, grâce à l'appui financier de PP Global, au financement des ateliers d'élaboration du projet pilote d'expérimentation de la délégation des tâches. Participation active au projet pilote d'expérimentation de la délégation en tant que structure chargée de la mise en œuvre du volet communautaire dans les 2 districts pilote (Tougan et Dandé) de 2016 à 2018. Ce projet pilote visait à démontrer la faisabilité de l'offre de service de PF par certaines catégories de personnels, notamment les agents de première lignes (infirmiers/ières breveté (e)s, accoucheuses brevetées et accoucheuses auxiliaires, les agents itinérants de santé) pour les méthodes de longues durées et les agents de santé à base communautaires (ASBC) pour les injectables et les pilules.</p> <p>A participé activement à la révision des politiques, normes et protocoles dans le domaine de la SR/PF (participation active à l'ensemble des ateliers pour la révision des PNP) entre 2018 et 2019.</p> <p>A également participé à l'élaboration du plan national de passage à échelle de la délégation des tâches au cours de 2018-2019.</p>
12	Equipop	<p>A participé à un atelier de révision des Politiques Normes et Protocoles (relecture du document).</p>
13	OOAS	<p>A pris part à la résolution en faveur de la délégation des tâches lors de l'assemblée des ministres de la santé de la CEDEAO tenu à Abuja en 2018 ; Forum des bonnes pratiques de l'OOAS qui sert de plateforme d'échanges d'expériences des pays pour les expériences dans le domaine de la santé de la reproduction y compris la délégation des tâches. L'OOAS a aussi appuyé techniquement et financièrement les pays du Partenariat de Ouagadougou à l'élaboration et l'opérationnalisation des plans d'actions nationaux budgétisés.</p>
14	PP Global	<p>A apporté un appui financier à l'ABBEF pour la tenue des ateliers d'élaboration du projet pilote de mise en œuvre de la délégation des tâches courant 2015 et 2016. Cela a posé les bases de la délégation des tâches et a servi pour le passage à échelle de cette politique en 2019. A pris part au processus de révision des PNP(2 ateliers de travail à Jhpiego)</p>

ENGAGEMENT 4

Assurer la gratuité de la planification familiale.

4.1 Elaboration et validation du document de costing.

Progrès :

Le processus d'élaboration et de validation du document de costing a été conduit par la DSF avec l'implication des parties prenantes intervenants sur les questions de population et développement, notamment de la planification familiale comme mentionné ci-dessous. L'atelier tenu à Koudougou a permis de rendre disponible un document qui a été validé avec l'option prise de la gratuité totale au détriment des deux autres scénarii proposés (gratuité dans le post partum, gratuité au profit des adolescents et jeunes). Cet indicateur est donc réalisé.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	DSF	<p>A organisé un atelier de costing sur ce que coûterait la gratuité totale au Burkina en termes de produits contraceptifs et activités de prestations matérielles.</p> <p>A validé et transmis un document en conseil de cabinet : trois scénarii : gratuité PFPP/PPA, gratuité chez les jeunes, gratuité totale de la PF.</p> <p>En réunion de cabinet, la gratuité totale a été retenue. L'élaboration d'une note technique et communication en conseil des ministres.</p> <p>Finalement, la prise du décret présidentiel instituant la gratuité totale de la PF au Burkina.</p>
2	ST/ATD	A participé techniquement à l'élaboration du costing de la gratuité de la PF
3	UNFPA	<p>A apporté un appui technique et financier pour la tenue de l'atelier de costing de la gratuité de la PF avec disponibilité de documents avec les trois scénarii (gratuité pour les femmes en post-partum, les jeunes et toute la population). L'option de la gratuité générale a été adoptée.</p> <p>Également, l'appui technique et financier pour l'élaboration du plan d'approvisionnement des produits contraceptifs 2019-2030 à l'aide de l'outil CRT pour la gratuité de la PF : appui du siège sous le leadership d'un comité mixte mis en place par le Ministère de la santé (DGPA, DCAPS, DSF, CAMEG, MSBF, ABBEF, ANRP, PROMACO, UNFPA, OMS).</p>
4	USAID	A apporté un appui technique pour l'élaboration du plan d'approvisionnement des produits contraceptifs 2019-2030 qui a servi de base au costing. En effet la quantification a permis de connaître le budget à mobiliser pour assurer la gratuité des produits contraceptifs.
5	OMS	A donné un appui technique à l'élaboration du document de costing à Koudougou.
6	DPP	A donné une contribution technique à l'atelier de costing sur la gratuité de la PF au Burkina avec la DSF en tant que structure organisatrice.

7	SOS/JD	A participé à l'atelier d'élaboration du document de costing pour la gratuité à Koudougou. A aussi contribué techniquement à l'atelier de dissémination de la stratégie nationale de la gratuité de la PF à la société civile.
8	PROMACO	A donné une contribution technique à l'atelier de costing de la gratuité de la planification familiale au Burkina du 27 juin au 02 juillet 2017 à Koudougou. A également participé aux travaux du comité mixte mis en place par le Ministère de la santé pour l'élaboration du plan d'approvisionnement des produits contraceptifs 2018-2030 à l'aide de l'outil CRT pour la gratuité de la PF.
9	Pathfinder International	Avec l'appui technique et financier de l'USAID, Pathfinder International a contribué techniquement à la rédaction et à la validation du document de costing de la gratuité PF sous le leadership de la DSF et en collaboration avec l'UNFPA, MSI, Jhpiego, etc.
10	ABBEF	A contribué techniquement à l'atelier de costing de la gratuité de la PF à Koudougou.
11	Equipop	A participé à l'atelier de présentation du document de costing.
12	Jhpiego	Jhpiego a apporté un appui financier et technique pour le costing de la gratuité de la PF et aussi de l'élaboration de la feuille de route de la gratuité de la PF. L'appui financier a notamment permis de tenir l'atelier de finalisation du costing de la gratuité.
13	IntraHealth International	Participation du Coordinateur pays de CS4FP mis à disposition par IntraHealth International/CS4FP Plus au processus d'élaboration et de validation du document de costing

4.2 Elaboration et validation du plan d'opérationnalisation.

Progrès :

Le plan d'opérationnalisation de la gratuité de la PF a été élaboré et validé en février 2019 comme l'illustre la contribution des parties prenantes ci-dessous.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	DSF	A conduit le processus d'élaboration et de validation du plan d'opérationnalisation de la gratuité avec les parties prenantes. A rencontré les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), les ONG, les associations et les DRS pour discuter et présenter le plan d'opérationnalisation de la gratuité de la PF. Lors de ces rencontres des explications ont été données sur l'opérationnalisation de la gratuité.
2	ST/ATD	A participé activement au processus d'élaboration et de validation du plan d'opérationnalisation de la gratuité.
3	UNFPA	A participé activement aux rencontres d'élaboration et de validation du document d'opérationnalisation de la gratuité.
4	USAID	A participé activement aux rencontres d'élaboration et de validation du document d'opérationnalisation de la gratuité.

5	OMS	A participé à l'élaboration et à la validation du plan d'opérationnalisation de la gratuité et participation au comité de suivi de la gratuité de la PF.
6	OOAS	Un appui technique et financier a été fourni pour l'organisation en 2018, 2020 de 2 rencontres regroupant les agences de marketing social de la CEDEAO en vue de leur contribution à la gratuité au niveau de leur pays respectif en accompagnement des ministères de la santé de leurs pays respectif. A aussi financé des agences de marketing social pour accompagner la mise en œuvre des politiques de gratuité dans les pays.
7	ABBEF	A participé à l'élaboration des outils et manuels de gestion et de suivi de la gratuité de la PF en 2019. A aussi pris part aux réunions de suivi de la mise en œuvre de la gratuité de la PF. A également offert des services de PF gratuit à travers ses cliniques fixes, équipe mobile, franchise sociale, distribution à base communautaire.
8	PROMACO	A participé activement aux rencontres d'élaboration et de validation du document d'opérationnalisation de la gratuité
9	Jhpiego	A participé activement aux rencontres d'élaboration et de validation du document d'opérationnalisation de la gratuité
10	IntraHealth International	A participé techniquement à travers le Coordinateur pays de CS4FP mis à disposition par IntraHealth International/CS4FP Plus au GT/SR au processus d'élaboration et de validation du document de costing

4.3 Des efforts fournis pour conduire le plaidoyer, développement et validation de l'argumentaire

Progrès :

Des efforts notables ont été enregistrés en termes d'actions de plaidoyer pour aboutir à la gratuité totale de la planification familiale avec l'implication des plus hautes autorités du pays (Ministre de la santé, ambassadrice de la PF). Des rencontres internationales telles que la réunion du Partenariat de Ouagadougou, la conférence internationale pour la planification familiale. Des outils de modélisation pour le plaidoyer ont servi à bâtir les différents argumentaires de plaidoyer qui ont été utilisés à l'occasion des activités de plaidoyer. Ces différentes actions de plaidoyer ont abouti à la mesure de gratuité totale (décret de décembre 2018), mais cette gratuité ne concerne pour le moment que 2 régions : le centre-ouest et les cascades. L'option est une gratuité progressive.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	DSF	Présentation de la gratuité de la PF par le MS lors de la rencontre du PO à Conakry pour susciter le soutien des PTF Rencontre du MS avec les PTF au niveau national pour présenter la question de la gratuité de la PF Plaidoyer lors des grandes rencontres (Conférence Internationale sur la PF à Kigali, etc...) auprès des bailleurs

2	ST/ATD	<p>A contribué techniquement à l'opérationnalisation de la gratuité à travers l'élaboration et la soumission par le ministre de la santé du décret portant gratuité de la PF qui a été adopté en décembre 2018</p> <p>A élaboré une feuille de route de la gratuité</p> <p>A participé au processus de révision et validation des documents de la gratuité des soins des femmes enceintes et enfant de moins de cinq ans pour intégrer la gratuité de la PF.</p>
3	UNFPA	<p>A soutenu l'analyse du retour sur investissement de la PF au Burkina Faso en Août 2019. Ce document devrait aider dans le plaidoyer pour soutenir la PF au Burkina.</p>
4	USAID	<p>Un appui financier et technique a été fourni pour l'organisation d'un atelier d'élaboration du modèle de Planification Familiale/ODD-DemDiv par le Secrétariat technique en chargé de la transition démographique (ST/ATD) et la participation d'autre départements du Ministère de la santé, les ONG en charge des questions de planification familiale et de la santé maternelle et infantile.</p>
5	OMS	<p>A apporté un appui technique à l'élaboration du document de plaidoyer pour la gratuité de la PF.</p>
6	USAID HP+	<p>Avec l'appui technique et financier de l'USAID, HP+ a accompagné avec ses outils et sa méthodologie le processus d'élaboration du PNA-PF2017-2020 dans lequel des actions de plaidoyer pour la gratuité de la PF ont été inscrites. Dans le cadre de l'élaboration du PNA-PF 2017-2020, USAID HP+ a accompagné les pays du partenariat de Ouagadougou y compris le Burkina Faso à l'élaboration de leur plan d'action national budgétisé PF (PANB). Dans le PNA-PF trois scénarii de gratuité avaient été prévus : la gratuité pour les adolescents et jeunes, la gratuité de la PF pour le post-partum et la gratuité totale.</p> <p>USAID HP+ a mené et ou participé aux énormes efforts de plaidoyer conduits depuis ces dernières années par l'USAID à travers HP+, AgirPF et d'autres partenaires à l'instar de Advance Family Planning, ont donc permis non seulement de porter le budget de l'Etat qui était en 2016 de 150 millions à 500 millions en 2017 et ensuite à le relever à 1,3 milliard (2,3 millions de dollars US) pour 2018. Le rôle de l'Ambassadrice de la PF, AnneThieba a été déterminant car elle a fait un vibrant plaidoyer auprès du Président de l'Assemblée Nationale de l'époque, Feu Honorable Salif Diallo et de Son Excellence le Président du Faso pour plus de ressources domestiques en faveur de la planification familiale.</p>

7	Mdm France	A participé avec le Groupe de plaidoyer STOP/GND à la campagne de mobilisation sociale et d'interpellation des autorités à l'occasion des journées internationales sur les droits sexuels et reproductifs, réalisation des activités de lobbying (1er vice-Président de l'Assemblée nationale, Ministre de santé, Ministre des finances) pour la gratuité de la PF, organisation de prestations gratuites d'offre de méthode contraceptive à la clinique des Sages-Femmes au profit de 100 personnes, subventions des associations du groupes de plaidoyer pour l'offre gratuite de contraceptifs et activités de mobilisation. Par ailleurs Mdm a expérimenté la distribution des produits contraceptifs non prescriptibles pour lever la barrière géographique au niveau des districts sanitaires de Djibo et Gorom-Gorom. Mdm a appuyé les formations sanitaires en produits contraceptifs et consommables pour une offre gratuite de PF au niveau des districts sanitaires de Baskuy, Djibo et Gorom-Gorom lors des semaines nationales de PF En dehors des SNPF Mdm France a appuyé régulièrement lesdits districts en vue d'éviter les ruptures de stocks au niveau de ces formations sanitaires.
8	ABBEF	A mené le plaidoyer dans le cadre du GT/SR pour la gratuité de la planification familiale dans le cadre de la mise en œuvre du PNA-PF2017-2020.
9	Jhpiego	Jhpiego a participé à l'élaboration du document et des activités de plaidoyer pour la gratuité de la PF, ce qui a conduit le ministre de la santé d'alors Dr Smaila OUEDRAOGO à la suite d'une audience de plaidoyer d'annoncer publiquement en 2016, la volonté du Gouvernement de rendre la PF gratuite. Cette annonce a été faite au cours d'une cérémonie de lancement d'une semaine nationale PF soutenue financièrement par Jhpiego.
10	IntraHealth International	A échangé avec le ST-ATD, la DSF pour mieux orienter sur les stratégies efficaces pour l'atteinte de l'objectif de plaidoyer par le Directeur CS4FP. A plaidé pour faire du ST-ATD et du DSF des alliés sûrs pour le GT/SR dans le cadre de la mise en œuvre de cet objectif de plaidoyer. A formé des membres du GT/SR y compris les Jeunes Ambassadeurs (JA) dans le domaine du plaidoyer. Participation effective du coordinateur mis à disposition par IntraHealth International/CS4FP Plus au GT/SR au processus de mise en œuvre de l'objectif de plaidoyer.

ENGAGEMENT 5

Mettre en place sous l'égide de SEM le Premier Ministre, une instance multisectorielle de coordination des questions liées au Dividende Démographique d'ici 2018.

5.1 Elaboration et validation argumentaire, effort de plaidoyer pour l'aboutissement de la mise en place de l'instance (Rencontre d'échange).

Progrès :

Des efforts ont été notés en termes d'élaboration d'argumentaire et de documents de plaidoyer ; de tenue de rencontre ; de contribution à la mise en place de l'instance comme indiqué dans les actions menées par certaines structures (cf. activités contribuant à l'engagement) autour du dividende démographique. S'agissant de la mise en place de l'instance. Il convient de noter qu'il existe depuis 2017 un secrétariat technique chargé de l'accélération du dividende démographique rattaché au cabinet du ministre de la santé. Ce secrétariat joue un rôle catalyseur en termes de coordination des actions en faveur du dividende démographique. Il existe par ailleurs un observatoire du dividende démographique géré par la direction des politiques de population du ministère de l'Economie des Finances et du Budget (MINEFID) et un conseil national de la population toujours sous la coupe du MINEFID. Mais en termes d'ancrage institutionnel ce secrétariat n'est pas rattaché au Premier Ministère qui pour le moment, ne dispose pas d'un département et d'une instance multisectorielle exclusivement dédiée aux questions de dividende démographique. Ceci indique que cet indicateur est en bonne voie au regard des instances existantes et des initiatives mises en œuvre pour capitaliser les activités sur le dividende démographique.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	USAID	Un appui financier et technique a été fourni pour l'organisation d'un atelier d'élaboration du modèle de Planification Familiale/ODD-DemDiv par le Secrétariat technique chargé de l'Accélération de la Transition Démographique (ST/ATD) et la participation d'autres départements du Ministère de la santé, les ONG en charge des questions de planification familiale et de la santé maternelle et infantile.
2	Pathfinder International	Dirige depuis 2017 le Groupe de référence qui accompagne le Burkina Faso dans la mobilisation des ressources en faveur de la couverture sanitaire universelle. Pathfinder assure le développement des documents de plaidoyer et l'organisation du forum des partenaires pour la mobilisation des fonds en faveur de la SSR au Burkina (Reporté en raison de la COVID-19). Initiateur et point focal du groupe de soutien au Burkina au niveau mondial; participation à l'élaboration du concept note ; participation aux discussions au niveau ministériel ; membre du comité d'organisation ; modérateur de séance sur la table ronde des bailleurs ; participation à l'élaboration des documents techniques.
3	OMS	A apporté un appui à certains cadres de concertations au sein du ministère de la santé notamment les cadres de concertation de la santé de la mère et de l'enfant y compris la PF.

3	OMS	A apporté un appui à certains cadres de concertations au sein du ministère de la santé notamment les cadres de concertation de la santé de la mère et de l'enfant y compris la PF.
4	USAID HP+	Avec l'appui financier et technique de l'USAID, HP+ a entrepris des démarches auprès du ministère de la santé et du ministère des Finances pour le rehaussement de l'ancrage institutionnel sous la tutelle du Premier Ministre et son rattachement au Premier Ministre. Dans le cadre des secteurs de planification pour la mise en œuvre du PNDES, il a été noté l'existence des cadres sectoriels de dialogue (CSD) fonctionnels. Dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre des PANB, il est prévu la mise en place de Comité multisectoriel de coordination pour un suivi efficace de la mise en œuvre de ces PANB. USAID HP+ appuie le fonctionnement de ces cadres (COPIL et Groupes Thématiques).
5	OOAS	A apporté un appui technique et financier à la mise en œuvre de la composante 2 du Projet Régional SWEDD sur les questions de dividende démographique.
6	Jhpiego	A participé à l'élaboration de l'argumentaire.

5.2 Efforts fournis pour la dissémination du modèle DemDiv.

Progrès :

Il existe des preuves que le document de plaidoyer dénommé modèle DemDiv a été élaboré comme l'ont indiqué ST/ATD, DPP, USAID, UNFPA. Il existe également des preuves qu'il a été présenté et utilisé comme outil de plaidoyer lors de différentes rencontres avec des décideurs clés (Assemblée Nationale, réunion de cabinet, Conseillers du Conseil Economique et Social (CES), les secrétaires généraux de régions et de conseils régionaux) ainsi qu'avec des acteurs de la société civile (SOS/JD et ABBEF).

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	UNFPA	A utilisé le modèle dans l'analyse du retour sur investissement de la PF.
2	USAID	A financé l'élaboration du modèle (voyage du consultant, atelier d'élaboration avec les partenaires et le ministère de la santé) développé par USAID HP+. Rencontre de présentation et dissémination de l'outil et le modèle de projection Dividende démographique planification familiale et Objectifs de développement durable (DemDiv FP-ODD) du Burkina Faso sous le leadership conjoint des ministères de la santé (MS) et de l'Economie, des finances et du développement (MINEFID). Ceci est un puissant outil de plaidoyer basé sur des évidences, afin de renforcer l'engagement des décideurs à tous les niveaux en faveur de la planification familiale.
3	ST/ATD	A présenté le DemDiv en réunion de cabinet, et lors de différentes occasions : Congrès de la SOGOB à Bobo ; Journée Mondiale de la Population ; Assemblée nationale ; Assemblée Générale de l'AMBF.

4	DPP	<p>A mis en place et opérationnalisé un Observatoire national du dividende démographique.</p> <p>Aussi, DPP a sensibilisé des parlementaires, des chefs religieux et traditionnels et les organisations de la société civile sur le dividende démographique, les SG de régions, les SG de conseils régionaux pour l'intégration du dividende démographique dans leurs plans régionaux sur le dividende démographique.</p> <p>Également, a sensibilisé des conseillers du Conseil économique et social (CES) sur le dividende démographique diffusion à petite échelle d'informations de productions sur le dividende démographique et organisé de deux débats publics à la télévision et à la radio. Ces débats ont permis à la population de comprendre davantage les enjeux du dividende démographique et les actions entreprises par le Burkina Faso pour en tirer profit ; formation des treize (13) Directeurs régionaux de l'économie et de la planification sur le concept du dividende démographique ; formation des maires de huit régions sur le dividende démographique.</p>
5	OMS	A contribué techniquement à l'élaboration du modèle DemDiv pour le plaidoyer en faveur de l'investissement dans la planification familiale. Cet outil est utilisé auprès des partenaires multisectoriels dans le cadre des activités de plaidoyer.
6	SOS/JD	A apporté une contribution technique lors de l'atelier de dissémination du modèle DemDiv.
7	ABBEF	A participé au plaidoyer auprès de la commission santé et affaire sociale de l'Assemblée Nationale dans le cadre du groupe technique santé de la reproduction où le modèle a été utilisé comme outil de plaidoyer en faveur de la planification familiale.
8	Jhpiego	A participé à l'atelier du modèle DemDiv et à sa dissémination.

5.3 Efforts fournis pour le fonctionnement des cadres de concertation.

Progrès :

Les principaux acteurs affirment soutenir financièrement et/ou techniquement le fonctionnement des cadres de concertation à différentes niveaux (central et déconcentré) eu égard à leur contribution comme mentionné ci-dessous. Il convient de noter que des efforts sont donc faits pour le fonctionnement des cadres. Le comité de pilotage du PNA-PF qui est une instance centrale dans la coordination et le suivi des actions de PF a pu tenir au moins une session, les groupes thématiques ont également pu se réunir.

Des rencontres du comité de pilotage du projet SWEED ont également été tenues comme l'indique l'OOAS et la DPP. Des cadres de concertation au niveau régional sont également tenus.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	ST/ATD	Assure le fonctionnement du secrétariat technique chargé de l'accélération de la transition démographique. Coordonne les actions des parties prenantes sur les questions de transition démographique. Assure le fonctionnement des différents cadre de concertation dans la mise en œuvre du PNA-PF2017-2020 : COPIL, groupe thématique

2	UNFPA	A apporté un soutien : au fonctionnement du comité de pilotage ; aux cadres de concertation au niveau régional sur la SR/PF.
3	USAID	A apporté un appui financier pour le fonctionnement de cadre de concertation au niveau national et dans le cadre du Partenariat de Ouagadougou.
4	OMS	A participé aux différentes réunions du COPIL PN-PNA 2017-2020. L'OMS a contribué financièrement aux cadres de concertation semestriels consacré à la santé mère enfant y compris la PF.
5	DPP	A organisé une revue semestrielle et annuelle de la composante du projet SWEDD (renforcer le plaidoyer et la concertation de haut niveau menée dans le cadre du projet et a renforcé les capacités pour l'élaboration des politiques et la mise en œuvre du projet).
6	Pathfinder International	Avec notamment l'appui technique et financier de l'USAID, Pathfinder International assure depuis fin 2017 tant bien auprès du ministère de la santé que du groupe technique santé de la reproduction (GT/SR) un accompagnement en termes d'élaboration des documents techniques que de financement des cadres de concertation en faveur de la mobilisation des ressources pour la CSU y compris le dividende démographique mais aussi pour la mise en œuvre des stratégies techniques.
7	USAID HP+	Avec l'appui technique et financier de l'USAID, HP+ a apporté un soutien technique et financier pour la tenue des cadres de concertation pour la mise en œuvre du PNA-PF 2017-2020.
8	MENA-PLN	A participé à l'atelier de capitalisation des bonnes pratiques avec le Cadre de Concertation des ONG et Associations agissant dans l'Education de Base (CCEBF) sur la réduction des cas de grossesses en milieu scolaire.
9	IntraHealth International	A participé et appuyé l'organisation des cadres de concertation au niveau DRS et district sanitaire. Participation effective du coordinateur mis à disposition par IntraHealth International/CS4FP Plus au GT/SR aux cadres de concertation (COPIL, Groupe Thématique du PNA-PF)
10	ABBEF	Participation à la 1ère réunion du comité de pilotage ; Participation active à l'animation des groupe thématique (création de la demande d'offre de service et sécurisation des produits, adolescents et jeunes, mobilisation des ressources) ; Participation aux travaux des groupes thématiques de suivi de la mise en œuvre du PNA-PF2017-2020 ; Participation aux rencontres sur le plan de sécurisation des produits de la santé de la reproduction organisées par le Ministère de la santé.

11	Jhpiego	A participé aux cadres de concertation (COFIL, groupe thématique). Jhpiego a aussi donné un appui technique pour le fonctionnement des cadres de concertation.
12	PROMACO	A participé aux différentes rencontres du COFIL du PNA-PF, du plan de sécurisation des produits de santé de la reproduction et aux rencontres adhoc organisées par le Ministère de la Santé.
13	Equipop	Est membre du comité de pilotage du PNA-PF 2017-2020. Participe aux rencontres des groupes thématiques (plaidoyer, capitalisation, mobilisation des ressources) du PNA-PF2017-2020
14	PP Global	Est membre du COFIL du PNA-PF 2017-2020 Membre et participation aux rencontre des groupes thématiques (mobilisation des ressources , jeune à travers le coordonnateur Billi Now Now et des partenaires que PP Global soutient : SOS/JD, RAJS/BF, AJC/PD, URCB/SD)

3.3. Synthèse des réalisations des engagements selon les indicateurs de processus

Tableau 5: Indicateurs de processus et niveau de réalisation selon la codification

Engagement	Indicateur	Niveau de réalisation de l'indicateur
Engagement 1 : Augmenter d'au moins 10% chaque année la ligne budgétaire allouée par l'Etat à l'achat des produits contraceptifs de 2017 à 2020	1.1. Elaboration et validation du document de plaidoyer pour la PF	Réalisé
	1.2. Des Efforts de plaidoyer fournis pour augmenter le budget alloué à l'achat des produits contraceptifs	Réalisé
Engagement 2 : Amener d'ici 2020, 50% des collectivités territoriales à inscrire une ligne dans les budgets communaux pour le financement des activités de PF à partir de 2018	2.1. Elaboration et validation du document d'argumentaire	Réalisé
	2.2. Elaboration et validation du document de plaidoyer	Réalisé
	2.3. Des efforts de plaidoyer fournis pour la création de la ligne budgétaire PF au niveau des communes	Sur une bonne voie
	2.4. Conception d'un questionnaire de collecte de données de suivi des engagements financiers	Réalisé
Engagement 3 : Mettre à l'échelle de la politique de la délégation des tâches aussi bien pour les agents des centres de santé que pour les agents de santé à base communautaire d'ici fin 2018	3.1. Révision et validation des politiques, normes et protocoles	Réalisé

Engagement 4 : Assurer la gratuité de la planification familiale.	4.1. Elaboration et validation du document de costing	Réalisé
	4.2. Elaboration et validation du plan d'opérationnalisation.	Réalisé
	4.3. Des efforts fournis pour conduire le plaidoyer, développement et validation de l'argumentaire	Sur une bonne voie
Engagement 5 : Mettre en place sous l'égide de SEM le Premier Ministre, une instance multisectorielle de coordination des questions liées au Dividende Démographique d'ici 2018	5.1. Elaboration et validation argumentaire, effort de plaidoyer pour l'aboutissement de la mise en place de l'instance (Rencontre d'échange).	Sur une bonne voie
	5.2 Efforts fournis pour la dissémination du modèle DemDiv.	Réalisé
	5.3 Efforts fournis pour le fonctionnement des cadres de concertation	Réalisé

Sur les treize (13) indicateurs de processus, dix (10) ont été réalisés. En rapportant ces indicateurs aux engagements, on peut noter que :

- L'engagement 1 et l'engagement 3 sont entièrement réalisés.
- Concernant l'engagement 2, sur quatre (4) indicateurs de processus, trois (3) ont été réalisés soit 75% de réalisation,
- Pour les engagements 4 et 5 qui ont chacun trois (3) indicateurs de processus, deux (2) sont réalisés, soit 67% de réalisation.

Nous pouvons noter globalement que sur les 13 indicateurs de processus, 10 ont été réalisés soit un taux de réalisation de 77%. Ce qui indique le niveau de réalisation des objectifs a, b et c est encourageant, quoi qu'il reste des efforts à fournir pour une réalisation totale des indicateurs.

3.4. Aperçu du niveau de réalisation des indicateurs de performance.

Tableau 6: Niveau de réalisations des indicateurs de performance

Engagement	Indicateur de performance de l'engagement	Niveau d'atteinte de l'indicateur de performance																				
Engagement 1 : Augmenter d'au moins 10% chaque année la ligne budgétaire allouée par l'Etat à l'achat des produits contraceptifs de 2017 à 2020	Montant du budget de l'Etat annuellement alloué et dépensé pour l'achat des produits contraceptifs	Les montants alloués à l'achat des produits contraceptifs ont connu les évolutions ci-après :																				
		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Désignation</th> <th>2017</th> <th>2018</th> <th>2019</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Budget</td> <td>500 000 000</td> <td>1 300 000 000</td> <td>700 000 000</td> </tr> <tr> <td>Dépenses effectives</td> <td>499 997 165</td> <td>1 299 999 503</td> <td>699 996 475</td> </tr> <tr> <td>% de progression par rapport à n-1</td> <td>NA</td> <td>160%</td> <td>-46,15%</td> </tr> <tr> <td>% d'absorption du budget</td> <td>NA</td> <td>100%</td> <td>100%</td> </tr> </tbody> </table>	Désignation	2017	2018	2019	Budget	500 000 000	1 300 000 000	700 000 000	Dépenses effectives	499 997 165	1 299 999 503	699 996 475	% de progression par rapport à n-1	NA	160%	-46,15%	% d'absorption du budget	NA	100%	100%
		Désignation	2017	2018	2019																	
		Budget	500 000 000	1 300 000 000	700 000 000																	
		Dépenses effectives	499 997 165	1 299 999 503	699 996 475																	
% de progression par rapport à n-1	NA	160%	-46,15%																			
% d'absorption du budget	NA	100%	100%																			

		<p>Source : DAF/Ministère de la Santé</p> <p>L'évolution des fonds alloués par l'Etat à l'achat des produits contraceptifs a connu une évolution en dents de scie : une évolution de 160% entre 2017 et 2018, une diminution de 46,15% entre 2018 et 2019 et une augmentation de 86% entre 2019 et 2020. En effet la loi de finance prévoit une allocation 1,3 milliards en 2020.</p> <p>On peut conclure que cet engagement est atteint si l'on considère qu'avec 500 millions en 2017, l'augmentation attendu en 2018 et 2019 était respectivement de 550 millions et 605 millions de Francs CFA. Or l'Etat a alloué 1,3 milliards de Francs CFA en 2018, 700 millions en 2019 et 1,3 milliards en 2020.</p>
<p>Engagement 2 : Amener d'ici 2020, 50% des collectivités territoriales à inscrire une ligne dans les budgets communaux pour le financement des activités de PF à partir de 2018</p>	<p>Proportion des communes dont le plan annuel d'investissement intègre des fonds alloués aux activités de PF</p>	<p>Le processus de collecte de données exhaustives sur le nombre de communes ayant alloué des ressources en faveur de la PF dans leur plan communal de développement (PCD) et/ou plan annuel d'investissement (PAI) est toujours en cours au niveau du secrétariat technique chargé de l'accélération de la transition démographique(ST/ATD).</p> <p>Toutefois sur la base des informations recoltées auprès de certaines OSC (Equipop, SOS/JD, RAS/BF, ASMADE, ABBEF, USAID HP+, IntraHealth International), des communes ont alloué des ressources dans leur budget (PCD et/ou PAI) en faveur de la PF suite à des actions de plaidoyer.</p> <p>Les informations collectées auprès de ces OSC font ressortir que 43 communes et 4 arrondissements ont inscrits des budgets en faveur de la santé de la reproduction et de la planification familiale.</p> <p>Ainsi 43 communes sur les 351 communes ont alloué des ressources en faveur de la SR/PF soit 12,25% des communes.</p> <p>Au regard des objectifs de 50% et du taux de réalisation de 12,25% il y a des efforts à faire tant au niveau de l'exhaustivité de la collecte des données, qu'au niveau du plaidoyer auprès des collectivités n'ayant encore allouées des ressources.</p>

	Existence d'une ligne budgétaire dans la nomenclature des budgets des communes	La ligne budgétaire n'est pas encore créée dans la nomenclature des budgets des communes. Des efforts de plaidoyer sont toujours en cours
Engagement 3 : Mettre à l'échelle de la politique de la délégation des tâches aussi bien pour les agents des centres de santé que pour les agents de santé à base communautaire d'ici fin 2018	Proportion des formations sanitaires mettant en œuvre la politique de la délégation des tâches au niveau national	<p>Les PNP ont pris en compte la délégation des tâches, la DSF dispose d'un plan de passage à l'échelle de la délégation des tâches. Mais la mise en œuvre n'est pas encore effective dans l'ensemble des formations sanitaires du pays pour cause d'insuffisance de ressources. Selon les informations disponibles sur les 70 districts sanitaires du pays :</p> <p>→ 36 districts sanitaires (y compris des districts convertis par le programme Population de l'Union Européenne) mettent en œuvre la délégation des tâches aussi bien au niveau des formations sanitaires qu'au niveau communautaire, soit 51,43% des districts sanitaires du pays ;</p> <p>→ 08 districts sanitaires, en fin 2019, mettaient en œuvre l'auto injection du DMPA-SC qui est une forme de DT, soit 11,43% des districts sanitaires du pays Ces 08 DS couvraient 287 formations sanitaires. En juin 2020, ce sont 33 districts sanitaires avec 1175 formations sanitaires qui mettent en œuvre l'auto-injection du DMPA-SC.</p>
Engagement 4 : Assurer la gratuité de la planification familiale.	100% des formations sanitaires publiques mettent en œuvre la gratuité de la PF	<p>Le 26 décembre 2018, le conseil des ministres a décidé de la gratuité de la planification familiale au Burkina Faso. Cette décision a été matérialisée par le décret n°2019-0040/PRES/PM/MS/MFSNF/MFPTPS/MATD/MINEFID portant gratuité des soins et des services de planification familiale du 23 janvier 2019.</p> <p>A la date de décembre 2019, l'ensemble des 103 formations sanitaires publiques de la région des Cascades et des 321 formations sanitaires de la région du Centre-ouest ont offert les services de PF gratuitement ce qui représente 19,65% de l'ensemble des formations sanitaires du pays.</p> <p>Le Gouvernement a prévu une extension nationale progressive.</p> <p>Toutefois à partir du 1^{er} juillet 2020, il est prévu que la mesure de gratuité couvre l'ensemble des formations sanitaires publiques du pays ainsi que le niveau communautaire.</p>

<p>Engagement 5 : Mettre en place sous l'égide de SEM le Premier Ministre, une instance multisectorielle de coordination des questions liées au Dividende Démographique d'ici 2018</p>	<p>Existence de l'instance multisectorielle et fonctionnelle sous l'égide du Premier Ministre</p>	<p>En bonne voie au regard de l'existence du ST/ATD assurant la coordination multisectorielle des questions de transition démographique, de la tenue des cadres de concertation (comité de pilotage, groupes thématiques), de la mise en place de l'observatoire du dividende démographique et de la synergie d'action entre les ministères sectoriels sur les questions du dividende démographique (MS, MINEFID, MENAPLN, MFSNFAH, ...) et des organisations de la société civile.</p>
---	---	---

IV. DIFFICULTÉS

Les principales difficultés liées au processus de mise en oeuvre du Motion Tracker et à l'élaboration de ce premier rapport ont été les suivantes :

- L'incompréhension liée à la formulation des indicateurs de processus selon l'outil Motion Tracker au niveau de certains acteurs ;
- La non maîtrise de l'outil de collecte de données par certaines parties prenantes ;

La lenteur dans la réactivité de certaines parties prenantes à la collecte des données malgré les multiples rappels (téléphone, email...).

V. RECOMMANDATIONS À L'ENDROIT DES PARTIES PRENANTES

Au regard du processus d'apprentissage de la 1ère phase de la collecte des données, on peut retenir les recommandations ci-après :

Poursuivre la collecte des données pour la prochaine phase en élargissant la base des parties prenantes. Celles-ci doivent redoubler d'efforts pour renforcer les acquis et combler les gaps identifiés.

De manière spécifique, les recommandations ci-dessous sont formulées à l'endroit des parties prenantes identifiées dans le tableau 7.

Key Issues identified:

Selon l'annuaire statistique 2018 du Ministère de la Santé, les formations sanitaires publiques (CHU, CHR, CMA, CM, CSPS, dispensaires et maternités isolés) s'élèvent à 2158 structures.

Tableau 7: Recommandations avec les acteurs de mise en oeuvre

Recommandations	Gouvernement	PTF	OSC
<p>Engagement 1 :</p> <p>Maintenir le plaidoyer pour l'accroissement annuel de 10% du budget de l'Etat consacré à l'achat des produits contraceptifs pour éviter les réductions drastiques et brusques telles que celle enregistrée entre 2018 et 2019 (46% de réduction).</p>			X
<p>Engagement 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Plaider auprès des structures centrales, déconcentrées du MATDCS et des collectivités décentralisées pour la collecte et la remontée d'informations relative au financement en faveur de la PF. 	X		X
<ul style="list-style-type: none"> Plaider auprès du MINEFID et du MATDCS pour la création d'une ligne budgétaire dédiée à la planification familiale dans la nomenclature des budgets des collectivités territoriales 			X
<p>Engagement 3 :</p> <p>Plaider pour une mobilisation conséquente de ressources pour la mise en œuvre de la délégation des tâches sur toute l'étendue du territoire</p>			X
<p>Engagement 4 :</p> <p>Maintenir et consolider les acquis</p>	X	X	X
<p>Engagement 5 :</p> <p>Poursuivre le plaidoyer pour le rehaussement de l'ancrage institutionnel des questions liées au dividende démographique au niveau du Premier Ministre</p>		X	X

VI. PROCHAINES ÉTAPES

- Célébration des succès
- Dissémination du rapport
- Collecte des données et élaboration du rapport phase 2
- Réflexion sur l'extension du Motion Tracker à des engagements autres que ceux de FP2020.

CONCLUSION

Le partenariat développé dans la mise en œuvre de ce projet a été un élément crucial qui permet de fédérer les énergies afin d'atteindre des objectifs communs. C'est cet esprit de partenariat qui guide la démarche d'implémentation du Motion Tracker au Burkina qui s'est notamment traduite par :

- Le choix politique opéré par le gouvernement d'utiliser le Motion Tracker pour le suivi de ses engagements pris dans le cadre de l'initiative FP 2020 ;
- Le choix transparent d'une organisation neutre pour conduire le processus d'implémentation du Motion Tracker, en l'occurrence l'ABBEF ;
- Des ateliers de déconstruction des engagements et de validation des indicateurs avec l'ensemble des parties prenantes clés dans le domaine de la PF ;
- Une franche collaboration entre différentes parties prenantes dans la mise en œuvre de l'outil ;
- Une complémentarité et un engagement de chacune des parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre des engagements FP 2020.

Cette synergie d'action a abouti à la production du premier rapport sur l'état de mise en œuvre des engagements du Burkina Faso. Les résultats engrangés démontrent l'implication des parties prenantes sous le leadership du gouvernement à travers le ministère de la santé. Ces résultats sont certes encourageants, mais appellent davantage d'efforts et d'investissements de la part des parties prenantes pour relever les défis qui restent afin de parvenir à la réalisation de la totalité des engagements pris par le Burkina dans le cadre de la PF. En effet, dix (10) indicateurs sur treize (13), soit environ 77% ont été entièrement réalisés.

Parmi les défis à relever, il faut noter la mobilisation des ressources conséquentes pour le passage à l'échelle de la gratuité de la PF et de la délégation des tâches à l'ensemble du pays, un meilleur ancrage institutionnel des questions de santé de la reproduction et notamment la PF, afin d'en faire un véritable levier pour tirer pleinement profit du dividende démographique, une meilleure contribution des collectivités au financement de la PF, la poursuite du suivi des engagements afin d'interpeller les décideurs sur le respect de leurs engagements.

GUIDE DE COLLECTE DES DONNES

Annexe 1 : Questionnaire destiné aux informateurs clés sur les indicateurs du processus d'engagement

Nom du répondant: _____

Nom de l'organisation: _____

Date: _____

Veillez remplir le tableau ci-dessous sous réserve de tout projet lié aux engagements mis en évidence ci-dessus.

a) Blocks du SS selon OMS et des Indicateurs de Processus e [Période de Rapport]	b) Votre organisation contribue-t-elle à cet indicateur?		c) Si oui, veuillez résumer les principales activités de votre organisation qui contribuent à cet indicateur. Indiquez également les partenaires avec lesquels vous avez collaboré à ces activités.	d) Veuillez décrire les difficultés rencontrées pour progresser sur cet indicateur.
	Oui	Non		
Engagement 1 :				
<i>Finance</i>				
1. Elaboration et validation du document				
2. Efforts de plaidoyer fournis pour augmenter le budget				
Engagement 2 : Amener d'ici 2020, 50% des collectivités territoriales à inscrire une ligne dans les budgets communaux pour le financement des activités de PF à partir de 2018.				
<i>Finance</i>				
1. Elaboration et validation du document d'argumentaire				
2. Elaboration et validation du document de plaidoyer				
3. Effort de plaidoyer pour création de la ligne budgétaire au niveau des communes				
4. Conception de questionnaire de collecte de données de suivi des engagements financiers				
Engagement 3 : Mettre à l'échelle de la politique de la délégation des tâches aussi bien pour les agents des centres de santé que pour les agents de santé à base communautaire d'ici fin 2018.				
<i>Politique/Gouvernance</i>				
1. Révision et validation des politiques, normes et protocoles				

Engagement 4 : Assurer la gratuité de la planification familiale.**Finance**

1. Elaboration et validation du document de costing				
2. Elaboration et validation du plan d'opérationnalisation				
3. Des efforts fournis pour conduire le plaidoyer, développement et validation de l'argumentaire				

Engagement 5 : Mettre en place sous l'égide de SEM le Premier Ministre, une instance multisectorielle de coordination des questions liées au Dividende Démographique d'ici 2018.

1. Elaboration et validation argumentaire, effort de plaidoyer pour l'aboutissement de la mise en place de l'instance (Rencontre d'échange)				
2. Effort fournis pour la dissémination du modèle DemDiv				
3. Effort fournis pour le fonctionnement des cadres de concertation				

